

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1870

27 juillet 2015

SOMMAIRE

Affiland s.à r.l.	89714	DBA Lux Finance	89753
AltaFund Invest IV S.à r.l.	89747	Ethilux S.à r.l.	89749
ARIC Participation S.A.	89732	Green Park Luxembourg Holding 1, S.à r.l.	89716
Ashmore Sicav	89745	I.L.L. Services S.à r.l.	89746
Asia Pacific Performance	89750	Luxarya S.à r.l.	89750
Auxiliaire des P.M.E.	89752	Luxarya S.à r.l.	89753
AWP Lux S.à r.l.	89750	Merkoss Tech	89754
AWP Lux S.à r.l.	89753	MFB International Holdings S.à r.l.	89752
Azienda Agricola Roda Soparfin S.A.	89745	Mistral Partners 2 S.à r.l.	89759
BAEV Vienna 3 S.A.	89753	Nov Luxembourg S.A.	89747
BCEE Asset Management	89745	Ofi MultiSelect	89757
Bear Stearns International Funding II S.à r.l.	89755	Oleastra S.A. Sicav-Fis	89732
Bear Stearns International Funding I S.à r.l.	89754	Parnasse 2460 S.A. SPF	89757
Big Ventures Holding	89756	Sierra Wireless Luxembourg S.à r.l.	89749
Bonaria Frères, S.A.	89757	Udatcha S.à r.l.	89760
BPT Optima S.A., SICAR	89758	UniInstitutional Infrastruktur SICAV-SIF ..	89755
Bruehl Leipzig Arcaden S.à r.l.	89726	Velazquez Investment S.à r.l.	89760
Callaghan Square (Luxembourg) Holding S.à r.l.	89747	VIVICo S.à r.l.	89760
C. Uno (C1) S.A.	89746	Western Business Services	89758

Affiland s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8281 Kehlen, 61, rue d'Olm.

R.C.S. Luxembourg B 198.617.

STATUTS

L'an deux mille quinze, le trente juin,

Par-devant Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen

A comparu:

Monsieur Guy Dauwe, administrateur, demeurant à L-8146 Bridel, 1, rue J. Oster,

Agissant en sa qualité d'administrateur délégué de la société anonyme ONNILEAD SA, établie et ayant son siège social à L-8281 Kehlen, 61, rue d'Olm, immatriculée au RCSL sous le numéro B 192823, constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 05 décembre 2014, publié au Mémorial C numéro 112 du 15 janvier 2015 et dont les statuts n'ont pas encore été modifiés,

Monsieur DAUWE ayant été nommé à cette fonction par décision prise en assemblée générale constitutive et habilité à engager la société par sa seule signature conformément aux stipulations de l'article 10 des statuts,

lequel comparant, es-qualité qu'il agit, a requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer au nom et pour le compte de la société ONNILEAD SA:

Titre I^{er} . Dénomination - Siège social - Objet - Durée - Capital social

Art. 1^{er} . Il est formé par les présentes entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois qui sera régie par les lois y relatives ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet social, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, pour son propre compte, pour compte de tiers ou en participation avec des tiers:

1) la prestation de toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la recherche, la découverte, le développement, la commercialisation de produits, techniques, services, logiciels liés aux techniques de séparation, purification, concentration.

En outre, la société pourra exercer toute autre activité commerciale à moins qu'elle ne soit spécialement réglementée. D'une façon générale, elle pourra faire toutes les opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

2) la prestation d'activités de recherche et développement donnent lieu à la création, la gestion, le développement, l'acquisition et/ou la vente de l'ensemble, ou une partie substantielle de brevets, marques déposés, marques de services, noms déposés, noms de domaines, dessins, droits d'auteur, droits sur bases de données, savoir-faire, licences de produits et tous les droits intellectuels de quelque nature qu'il soit et sans limitation géographique.

3) la prestation de toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la commercialisation de produits dérivés de ses activités de recherche et développement pour toute application de quelque nature qu'elle soit en biotechnologie et sciences de la vie, agroalimentaire ou autres, sous toute forme (membranes, bioréacteurs, rapport de chorographie etc, sans que cette liste soit limitative).

La société pourra également acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et droits de propriété intellectuelle, les faire mettre en valeur et les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement. La société peut (par voie de prêts, avances, cautionnement, sûretés ou autres) accorder tout concours aux sociétés ou entités dans lesquelles elle détient une participation, ou bien qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la société (notamment par exemple ses actionnaires ou filiales).

La société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, y inclus par voie d'offre publique. Elle peut procéder, par voie de placement privé ou public, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts, convertibles ou non, et/ou de créances. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La société peut en outre nantir, céder, grever de charges ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

Art. 3. La société prend la dénomination de AFFILAND s.à r.l.

Art. 4. Le siège social est établi dans la Commune de Kehlen. Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés. La société peut ouvrir des agences ou des succursales dans toutes les autres localités du pays et à l'étranger.

Art. 5. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de 15.000 Euros (quinze mille euros, représenté par (15) quinze parts sociales d'une valeur nominale de (1.000) mille Euros chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de quinze mille Euros se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle du nombre des parts existantes dans l'actif social et dans les bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Titre II. Administration - Assemblée Générale

Art. 9. La société est administrée et gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, salariés ou gratuits, nommés par l'assemblée des associés, qui fixe leurs pouvoirs. Ils peuvent à tout moment être révoqués par l'assemblée des associés.

A moins que les associés n'en décident autrement, le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances.

En tant que simple mandataires de la société, le ou les gérants ne contractent en raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; ils ne seront responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 10. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre des parts lui appartenant.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente; chaque associé peut se faire représenter valablement aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 11. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux présents statuts doivent être prises à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Titre III. Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 12. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 13. Chaque année, à la clôture de l'exercice, les comptes de la société sont arrêtés et la gérance dresse les comptes sociaux, conformément aux dispositions légales en vigueur.

Art. 14. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 15. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, amortissements et moins-values jugées nécessaires ou utiles par les associés, constitue le bénéfice net de la société.

Après dotation à la réserve légale, le solde est à la libre disposition des associés.

Titre IV. Dissolution - Liquidation

Art. 16. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

Art. 17. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilans et inventaires de la société.

Art. 18. En cas de dissolution de la société, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés, qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Disposition générale

Art. 19. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions légales en vigueur régissant les sociétés à responsabilité limitée.

Disposition Transitoire

Le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le trente et un décembre deux mil quinze.

Souscription - Libération

Toutes les parts ont été intégralement libérées, de sorte que le montant de € 15.000,- est dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il résulte d'un certificat bancaire, ce que le notaire constate expressément.

Ces parts ont été entièrement souscrites par la société anonyme de droit luxembourgeois ONNILEAD SA, établie et ayant son siège social à L-8281 Kehlen, 61, rue d'Olm, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le n° B192.823 et pour laquelle accepte son représentant préqualifié.

Loi Anti-Blanchiment

En application de la loi du 12 novembre 2004, le représentant de la comparante déclare connaître les bénéficiaires réels de cette opération et déclare en plus que les fonds ne proviennent ni du trafic de stupéfiants ni d'une des infractions visées à l'article 506-1 du code pénal luxembourgeois.

Evaluation des Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élèvent approximativement à la somme de 1.200,- Euros.

Assemblée générale

La fondatrice prénommée et représentée comme sus-dit, détenant l'intégralité des parts sociales, s'est constituée en Assemblée Générale et a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1) Le siège social est fixé à L-8281 Kehlen, 61, rue d'Olm.
- 2) La société sera gérée par un gérant unique: Monsieur Guy Dauwe, administrateur, né à Diest, Belgique, le 1^{er} juin 1968, demeurant à L-8146 Bridel, 1, rue J. Oster,
- 3) La société sera engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.

Dont acte, fait et passé à Capellen, en l'étude du notaire instrumentant, à la date mentionnée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au représentant de la comparante, il a signé avec Nous notaire le présent acte, après s'être identifié au moyen de sa carte d'identité.

Signé: G. DAUWE, C: MINES.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 1^{er} juillet 2015. Relation: 1LAC/2015/20358 Reçu soixante-quinze euros. 75,-€.

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

POUR COPIE CONFORME,

Capellen, le 7 juillet 2015.

Référence de publication: 2015122741/129.

(150132675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2015.

Green Park Luxembourg Holding 1, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 7.970.475,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 115.469.

«Green Park 1 Acquisition GmbH»

Gesellschaft mit beschränkter Haftung

Siège social: Am Stadtwald 7

19205 Gadebusch

Capital social: EUR 25.000

In the year two thousand and fifteen, on the tenth day of July.

Before Us Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

1) Green Park 1 Acquisition, GmbH, a limited liability company with seat in Gadebusch and registered business address at Am Stadtwald 7, 19205 Gadebusch, Germany, registered in the commercial register at the local court of Schwerin under HRB 9182 ("Green Park GmbH");

here represented by Mr. Urbain Gwiza, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, acting on behalf of Green Park GmbH, by virtue of a proxy given on 3 July 2015; and

2) Green Park Luxembourg Holding 1, S.à r.l., a société à responsabilité limitée existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 115.469, having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated pursuant to a deed of the notary Me Joseph Elvinger, residing in Luxembourg, on 31 March 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1209 of 21 June 2006 ("Green Park S.à r.l."). The articles of incorporation of Green Park S.à r.l. have for the last time been amended following a deed of Maître André Schwachtgen, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, of 23 August 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 595 of 12 April 2007.;

here represented by Mr. Urbain Gwiza, previously named, acting on behalf of Green Park S.à r.l., by virtue of a proxy given on 1 July 2015.

Said proxies, after been signed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary shall be annexed to the present deed for registration purposes.

The appearing parties represented as stated hereabove have requested the notarization of the following common merger plan:

I. Merger plan

Merger plan by and among Green Park GmbH as transferring entity and Green Park S.à r.l. as acquiring entity.

Green Park GmbH and Green Park S.à r.l. are collectively referred to as the "Parties" and each separately as a "Party".

Preamble

1. The nominal share capital of Green Park GmbH amounts to twenty-fifth thousand euro (EUR 25,000.-). All contributions to the share capital have been fully paid in and have not been repaid. The sole shareholder of Green Park GmbH is Green Park S.à r.l.

2. The nominal share capital of Green Park S.à r.l. amounts to seven million nine hundred and seventy thousand four hundred and seventy-five euor (EUR 7,970,475). All contributions to the share capital have been fully paid in and have not been repaid.

3. Green Park GmbH as transferring entity shall be merged by way of merger by absorption (Verschmelzung durch Aufnahme) pursuant to Sections 122 a et seq., 2 et seq., 46 et seq. of the German Law Regulating Transformation of Companies (Umwandlungsgesetz, "UmwG") and articles 261 et seq. of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies (the "Law"), respectively, into Green Park S.à r.l. as the acquiring entity.

To this end, the Parties agree as follows:

1. Legal Form, Name and Registered Office of the Legal Entities Party to the Merger.

(1) The transferring entity is "Green Park 1 Acquisition GmbH", a limited liability company with seat in Gadebusch and registered business address at Am Stadtwald 7, 19205 Gadebusch, Germany, registered in the commercial register at the local court of Schwerin under HRB 9182.

(2) The acquiring entity is "Green Park Luxembourg Holding 1 S.à r.l.", a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered seat in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 115.469.

2. Assignment of Assets; No Consideration.

(1) Green Park GmbH as transferring entity intends to transfer its assets as a whole with all rights and obligations, by way of universal succession (Gesamtrechtsnachfolge) by means of dissolution without going into liquidation under a cross-border merger by absorption pursuant to Sections 122 a para. 2 in connection with 2 no. 1 UmwG and article 274 (1) a) of the Law, respectively, to its sole shareholder, Green Park S.à r.l., as acquiring entity.

(2) There is no consideration for the transferred assets of Green Park GmbH, as Green Park S.à r.l. is the sole shareholder of Green Park GmbH. Further details regarding the granting of shares pursuant to Section 122 c para. 2 nos. 2, 3 and 5 UmwG and article 261 (2) b), c) and d) of the Law, respectively, are, therefore, dispensable pursuant to Section 122 c para. 3 UmwG and article 278 of the Law, respectively.

3. Effective Date of Merger; Closing Balance Sheet.

(1) The assets of Green Park GmbH shall be taken over internally with economic effect as of 1 January 2015, 0:00 hours ("Effective Date of Merger" - Verschmelzungssichtag). From the Effective Date of Merger to such time at which Green Park GmbH ceases to exist pursuant to Sections 122 a para. 2 in connection with 20 para. 1 no. 2 first sentence UmwG and article 273ter and 274 of the Law, respectively, all actions and transactions of Green Park GmbH shall be deemed taken or made on behalf of Green Park S.à r.l.

(2) The merger shall be based on the approved balance sheet of Green Park GmbH and Green Park S.à r.l. as per 31 December 2014 as closing balance sheets which are attached to this deed as Exhibit 1 pursuant to Section 122 c para. 2 No. 11 and 12 UmwG and article 261 (4) e) and 267 (1) of the Law.

4. Effective date vis-à-vis third parties.

(1) The effectiveness of the merger is subject to Luxembourg law, since Green Park S.à r.l. as transferee is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) pursuant to Luxembourg law.

(2) Pursuant to article 273ter (1) of the Law, the merger will take effect at the level of the transferee upon publication of the shareholders' resolution approving the merger.

5. Valuation of Assets and Liabilities. Green Park S.à r.l. will carry on the values of the transferred assets and liabilities as set forth in the closing balance sheet of Green Park GmbH in its accounting within the meaning of article 261 (4) d of the Law (continuation of the book value - Buchwertfortführung).

6. No Granting of Special Rights or Advantages.

(1) There exist no special rights within the meaning of Section 122 c para. 2 no. 7 UmwG and article 261 (2) f) of the Law, respectively, at Green Park GmbH. Nor will special rights within the meaning of Section 122 c para. 2 no. 7 UmwG and article 216 (2) f) of the Law, respectively, be granted to individual shareholders or holders of other securities, nor have specific measures been provided for the benefit of these persons.

(2) No special advantages within the meaning of Section 122 c para. 2 no. 8 UmwG and article 261 (2) g) of the Law, respectively, will be granted to members of administrative, managing, supervisory or controlling bodies of the legal entities participating in the merger or to experts in charge of the audit of the merger plan.

7. Consequences of the Merger for the Employment and Rights of Co Determination of Employees.

(1) As of the date of this notarization, Green Park GmbH has one employee but no works council. The employment relationship of the sole employee will be terminated by way of a termination agreement with effect as of end of 31 August 2015 (i.e., prior to the merger becoming effective). The merger will not have any further consequences for employees of Green Park GmbH or their co-determination rights.

(2) As of the date of this notarization, Green Park S.à r.l. has one employee but no works council. The merger shall not have any consequences for the sole employee of Green Park S.à r.l. or its co-determination rights (as applicable).

(3) Apart from that, no measures are currently planned with respect to the employment of employees at Green Park GmbH or Green Park S.à r.l.

8. Articles of Association of Acquiring Entity. The articles of association of Green Park S.à r.l. as acquiring entity are attached to this deed as Exhibit 2 pursuant to Section 122 c para. 2 no. 9 UmwG and article 261 (4) a) of the Law.

9. Costs. Green Park S.à r.l. shall bear the costs incurred in concluding and performing this merger plan. This shall also apply if the merger shall not become effective.

10. Severability. Should all or part of any provisions of this agreement be or become invalid or inoperable or should there prove to be an omission herein, this shall not affect the validity of the remaining provisions. In place of the invalid or inoperable provision, the Parties undertake to agree a valid and operable provision that comes as close as possible to meeting the originally desired purpose. In the case of an omission, the Parties undertake to agree a provision that corresponds to what the Parties would have agreed, based on the spirit and purpose of this Agreement, had they considered the matter at the outset.

Declaration of Waiver of Rights

Since Green Park S.à r.l. as acquiring entity holds all shares in Green Park GmbH as transferring entity, it is not required to audit the merger and to render an auditor's report (Sections 122 f sentence 1, clause 1 in connection with 9 para. 2 UmwG and article 278 of the Law in connection with article 266 of the Law, respectively).

For the purposes of precaution, it is hereby unconditionally and irrevocably waived to audit the merger (Sections 122 f sentence 1, clause 1 in connection with 9 para. 3, 8 para. 3 UmwG and article 266 of the Law, respectively) and to give an auditor's report (Sections 122 f sentence 1, clause 1 in connection with 12 para. 3, 8 para. 3 UmwG and article 266 of the Law, respectively).

Furthermore, the formal requirements of Sections 122 a para. 2 in connection with 47, 49 UmwG and the right to file an action against the validity of the merger resolution (Sections 122 a para. 2 in connection with 16 para. 2 UmwG are hereby unconditionally and irrevocably waived).

II. Information for Luxembourg publication purposes

1. Documents for which publication is required are filed by Green Park S.à r.l. with the Luxembourg Trade and Companies Register, under number B 115.469. Documents referred to in article 3 (2) of Directive 68/151/CEE of the Council of 9 March 1968 have been filed by Green Park GmbH in the commercial register at the local court of Schwerin under HRB 9182.

2. The creditors of Green Park GmbH shall be provided with security to the extent they get no satisfaction of their claims. However, the creditors will have such right only if they file their claim, both on the merits and in terms of its amount, in writing within a period of two months after the date when the merger plan or its draft was announced and credibly present that the satisfaction of their claim is jeopardised by the merger (section 122 j (1) UmwG). However, such right to be provided with security only will be due to the creditors with regard to claims that arose before or up to 15 days after the announcement of the merger plan or its draft (section 122 j (2) UmwG). The claim to security being granted will be directed against Green Park GmbH as the transferring company. The assurance that security has been granted to all creditors being entitled in terms of section 122 j UmwG is a requirement for the merger certification being issued, without which the merger must not be registered in the register of the acquiring company. In the event that no adequate security was granted in an individual case to a creditor entitled to the provision of security pursuant to section 122 j UmwG and the cross-border merger was nevertheless registered, the claim to security being granted will be directed against Green Park S.à r.l. as the acquiring company.

3. Creditors of Green Park S.à r.l., whose claim predate the date of publication of the deed recording the merger may, notwithstanding any agreement to the contrary, apply within two months of that publication to the judge presiding the

chamber of the Tribunal d'Arrondissement dealing with commercial matters in the district in which the registered office of the debtor is located and sitting as in urgency matters to obtain adequate safeguards and collateral for any matured or unmatured debts, where they can credibly present that the satisfaction of their claim is at stake and that no adequate safeguards have been obtained from the Company (article 268 of the Law).

Declaration

The undersigned notary attests, in accordance with the provisions of article 271(2) of the Law, the existence and legality of the deed and formalities incumbent to Green Park S.à r.l. and of the merger proposal.

The undersigned notary who knows English and German, states herewith that upon request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereas, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed. The present deed is one of two identic deeds, of which one was certificated in Germany and the other one was certificated in Luxembourg.

The deed having been read to the appearing persons, who are known by the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with us, notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le dixième jour de juillet.

Par-devant nous, Maître Jean Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg,

Ont comparu:

1) Green Park 1 Acquisition, GmbH, une société à responsabilité limitée, ayant son siège à Gadebusch et son adresse enregistrée à Am Stadtwald 7, 19205 Gadebusch, Allemagne, enregistrée au Registre du Commerce au tribunal local de Schwerin sous le numéro HRB 9182 («Green Park GmbH»);

Dûment représentée par Monsieur Urbain Gwiza, maître en droit, résidant professionnellement à Luxembourg, agissant pour le compte de Green Park GmbH, en vertu d'une procuration donnée le 3 juillet 2015; et

2) Green Park Luxembourg Holding 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 115.496, ayant son siège social au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte du notaire Me Joseph Elvinger, résidant à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1209 du 21 juin 2006 («Green Park S.à r.l.»). Les statuts constitutifs de la société Green Park S.à r.l. ont été modifiés pour la dernière fois par un acte de Maître André Schwartzgen, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, du 23 août 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 595 en date du 12 avril 2007.

Dûment représentée par Monsieur Urbain Gwiza, prénommé, agissant pour le compte de Green Park Luxembourg Holding 1, S.à r.l., en vertu d'une procuration donnée le 1^{er} juillet 2015.

Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur par la personne figurante et par le notaire soussigné seront annexées au présent acte aux fins d'enregistrement.

Les personnes figurantes représentées comme mentionné ci-dessus ont demandé l'authentification par notaire du projet commun de fusion suivant:

I. Projet de fusion

Le projet de fusion par et parmi Green Park GmbH en tant qu'entité cédante et Green Park S.à r.l. en tant qu'entité acquéreuse.

Green Park GmbH et Green Park S.à r.l. sont désignés collectivement ci-après comme les «Parties» et chacune séparément comme une «Partie».

Preamble

1. Le capital social nominal de Green Park GmbH s'élève à vingt-cinq mille euros (EUR 25.000.-). Toutes les contributions au capital social ont été entièrement libérées et n'ont pas été remboursées. L'actionnaire unique de Green Park GmbH est Green Park S.à r.l.

2. Le capital social nominal de Green Park S.à r.l. s'élève à sept millions neuf cent soixante-dix mille quatre cent soixante-quinze euros (EUR 7.970.475). Toutes les contributions au capital social ont été entièrement libérées et n'ont pas été remboursées.

3. Green Park GmbH en tant qu'entité cédante est fusionnée par voie d'une fusion par absorption (Verschmelzung durch Aufnahme) conformément aux articles 122 A et suivants, 2 et suiv., 46 et suiv. de la loi de régulation allemande sur les changements de forme de société (Umwandlungsgesetz, "UmwG") et des articles 261 et suivants de la loi luxembourgeoise du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi"), respectivement, dans Green Park S.à r.l. en tant qu'entité acquéreuse.

À cette fin, les Parties conviennent de ce qui suit:

1. Forme, Dénomination et Siège social des Personnes Morales Parties à la Fusion.

(1) La société cédante est «Green Park GmbH», une Gesellschaft mit beschränkter Haftung, ayant son siège à Gadebusch et son adresse enregistrée à Am Stadtwald 7, 19205 Gadebusch, Allemagne, enregistrée au Registre du Commerce au tribunal local de Schwerin sous le numéro HRB 9182.

(2) La société acquéreuse est Green Park Luxembourg Holding 1, S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 115.496.

2. Cession des Actifs; Aucune Contrepartie.

(1) Green Park GmbH comme société cédante a l'intention de transférer l'ensemble de ses actifs avec tous les droits et obligations, par voie de succession universelle (Gesamtrechtsnachfolge) au moyen d'une dissolution sans liquidation en vertu d'une fusion transfrontalière par absorption conformément aux articles 122 para. 2 en relation avec 2 no. 1 UmwG et à l'article 274 (1) a) de la Loi, respectivement, à son actionnaire unique, Green Park S.à r.l., en tant qu'entité acquéreuse.

(2) Il n'y a aucune contrepartie pour les actifs transférés de Green Park GmbH car Green Park S.à r.l. est l'actionnaire unique de Green Park GmbH. Des précisions supplémentaires concernant l'attribution d'actions conformément à l'article 122 c para. 2 nos. 2, 3 et 5 et de l'article UmwG 261 (2) b), c) et d) de la Loi, respectivement, sont, par conséquent, dispensables conformément à l'article 122 c para. 3 UmwG et de l'article 278 de la Loi, respectivement.

3. Date d'Effet de la Fusion; Bilan de Clôture.

(1) Les actifs de Green Park GmbH doivent être pris en charge en interne avec effet économique à compter du 1^{er} Janvier 2015, 00:00 heures («Date d'Effet de la Fusion" - Verschmelzungstichtag). A compter de la Date d'Effet de la Fusion jusqu'au moment où Green Park GmbH cesse d'exister conformément aux articles 122 a) paragraphe 2 en lien avec l'article 20 paragraphe 1 numéro 2, première phrase UmwG et les articles 273ter et 274 de la Loi, respectivement, toutes les actions et les opérations de Green Park GmbH devraient être considérées comme prises ou faites au nom de Green Park S.à r.l.

(2) La fusion doit être fondée sur le bilan approuvé de Green Park GmbH et Green Park S.à r.l. au 31 Décembre 2014 comme bilans de clôture, qui sont attachés à cet acte en tant que pièce 1 conformément à l'article 122 c paragraphe 2 n° 11 et 12 UmwG et à l'article 261 (4) e) de la Loi.

4. Entrée en Vigueur vis-à-vis des tiers.

(1) L'efficacité de la fusion est soumise à la loi luxembourgeoise, car Green Park S.à r.l. en tant que cessionnaire est une société à responsabilité limitée, conformément à la loi luxembourgeoise.

(2) Conformément à l'article 273ter (1) de la Loi, la fusion prendra effet au niveau du cessionnaire au moment de la publication de la résolution des actionnaires approuvant la fusion.

5. Évaluation de l'Actif et du Passif. Green Park S.à r.l. poursuivra les valeurs des actifs et passifs transférés comme indiqué dans le bilan de clôture de Green Park GmbH dans sa comptabilité au sens de l'article 261 (4) d) de la Loi (maintien de la valeur comptable - Buchwertfortführung).

6. Aucun Octroi de Droits Spéciaux ou Avantages.

(1) Il n'y a pas de droits spéciaux au sens de l'article 122 c) paragraphe 2 no. 7 UmwG et de l'article 261 (2) f) de la Loi, respectivement, à Green Park GmbH. Ne seront pas accordés non plus des droits spéciaux au sens de l'article 122 c) paragraphe 2 no. 7 UmwG et de l'article 216 (2) f) de la Loi, respectivement, à des actionnaires individuels ou des détenteurs d'autres titres, ainsi qu'aucunes mesures spécifiques ont été fournis au bénéfice de ces personnes.

(2) Aucun avantage particulier au sens de l'article 122 c) paragraphe 2 no. 8 UmwG et de l'article 261 (2) g) de la Loi, respectivement, seront accordés aux membres d'administration, de gestion, de surveillance ou de contrôle des personnes morales participant à la fusion ou à des experts chargés de l'audit du plan de fusion.

7. Conséquences de la Fusion pour l'Emploi et les Droits de Cogestion des Salariés.

(1) À la date de la présente certification notariée, Green Park GmbH a un employé mais pas de conseil d'entreprise. La relation de travail de l'employé unique prendra fin par un contrat de résiliation avec effet à la fin du 31 août 2015 (c'est-à-dire avant que la fusion ne devienne effective). La fusion n'aura pas de conséquences pour les salariés de Green Park GmbH ou leurs droits de cogestion.

(2) À la date de la présente certification notariée, Green Park S.à r.l. a un employé mais pas de conseil d'entreprise. La fusion ne devrait pas avoir de conséquences pour l'employé unique de Green Park S.à r.l. ou ses droits de cogestion (le cas échéant).

(3) Mise à part cela, aucune mesure n'est actuellement prévue en ce qui concerne l'emploi de salariés à Green Park GmbH ou Green Park S.à r.l.

8. Statuts de l'Entité Acquéreuse. Les statuts de Green Park S.à r.l. comme entité acquéreuse sont joints au présent acte en tant que pièce 2 conformément à l'article 122 c) paragraphe 2 no. 9 UmwG et à l'article 261 (4) a) de la Loi.

9. Coûts. Green Park S.à r.l. doit supporter les frais encourus pour la conclusion et l'exécution de ce plan de fusion. Cela est également valable si la fusion ne sera effective.

10. Divisibilité. Si tout ou partie des dispositions de cet accord sont ou deviennent invalides ou inopérables ou s'il devait se révéler une omission dans le présent document, cela ne devrait pas affecter la validité des autres dispositions. Pour le remplacement de la disposition invalide ou inopérante, les Parties s'engagent à convenir d'une disposition valide et opérante qui se rapproche le plus possible de l'objectif initialement souhaité. Dans le cas d'une omission, les Parties s'engagent à convenir d'une disposition qui correspond à ce que les parties auraient convenu, fondée sur l'esprit et le but de cet Accord, si elles avaient examiné la question dès le départ.

Déclaration de Renonciation de Droits

Comme Green Park S.à r.l. comme entité acquéreuse détient toutes les actions dans Green Park GmbH comme entité transférée, il n'est pas nécessaire d'auditer la fusion et de donner un rapport d'auditeur (Sections 122 f phrase 1, alinéa 1 en relation avec 9 paragraphe 2 UmwG et de l'article 278 de la Loi en connexion avec l'article 266 de la Loi, respectivement).

A des fins de précaution, il est, par la présente, inconditionnellement et irrévocablement renoncé à l'audit de la fusion (articles 122 f phrase 1, alinéa 1 en lien avec 9 paragraphe 3, 8 paragraphe 3 UmwG et de l'article 266 de la Loi, respectivement) et à donner un rapport d'auditeur (articles 122 f de la phrase 1, alinéa 1 en lien avec 12 paragraphe 3, 8 paragraphe 3 UmwG et de l'article 266 de la Loi, respectivement).

En outre, les exigences formelles des articles 122 a paragraphe 2 en lien avec 47, 49 UmwG et le droit d'intenter une action contre la validité de la résolution des actionnaires ci-dessus (les articles 122 a paragraphe 2 en lien avec 16 paragraphe 2 UmwG sont inconditionnellement et irrévocablement renoncés).

II. Informations à des fins de publication au Luxembourg

1. Les documents dont la publication est exigée sont déposés par Green Park S.à r.l. au Registre de Commerce et des Sociétés luxembourgeois sous le numéro B 115.469. Les documents visés à l'article 3 (2) de la directive 68/151 / CEE du Conseil du 9 mars 1968 ont été déposés par Green Park GmbH au registre de commerce du tribunal local de Schwerin sous le numéro HRB 9182.

2. Des garanties doivent être prévues pour les créanciers de Green Park GmbH dans la mesure où ils ne reçoivent aucune satisfaction de leurs revendications. Toutefois, les créanciers auront de tels droits que si ils déposent leur demande, à la fois sur le fond et en termes de son montant, par écrit dans un délai de deux mois après la date à laquelle le projet de fusion ou de son projet de rédaction a été annoncé et présente de façon crédible que la satisfaction de leur demande est compromise par la fusion (article 122 j (1) UmwG). Toutefois, ce droit devant être fourni avec garantie sera uniquement dû à des créanciers à l'égard de créances nées avant ou jusqu'à 15 jours après l'annonce du plan de fusion ou de son projet de rédaction (article 122 j (2) UmwG). Une fois la demande à la garantie accordée elle sera dirigée contre Green Park GmbH en tant que société cédante. L'assurance qu'une garantie a été accordée à tous les créanciers y ayant droit aux termes de l'article 122 j UmwG est une exigence pour que la certification notariée de la fusion soit délivrée, à défaut de quoi la fusion ne doit pas être inscrite dans le registre de la société acquéreuse. Dans le cas où aucune garantie adéquate a été accordée dans un cas particulier à un créancier, qui a droit à la prestation de la sécurité conformément à l'article 122 j UmwG et que la fusion transfrontalière a néanmoins été enregistrée, la demande à garantie sera dirigée contre Green Park S.à r.l. en tant que société acquéreuse.

3. Les créanciers de Green Park S.à r.l., dont la demande est antérieure à la date de publication de l'acte constatant la fusion peuvent, nonobstant toute convention contraire, appliquer dans les deux mois de cette publication au juge président la chambre du Tribunal d'Arrondissement siégeant en matière commerciale dans le quartier dans lequel le siège social du débiteur est situé et siégeant comme en matière d'urgence pour obtenir des mesures de sauvegarde et des garanties adéquates pour toutes les dettes échues ou non échues, où ils peuvent présenter de façon crédible que la satisfaction de leur revendication est en jeu et qu'aucune garantie suffisante n'a été obtenue de la part de la Société (article 268 de la Loi).

Déclaration

Le notaire soussigné atteste, en conformité avec les dispositions de l'article 271 (2) de la loi, l'existence et la légalité de l'acte et formalités incombant à Green Park S.à r.l. et de la proposition de fusion.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise et allemande, déclare expressément par la présente que sur demande des personnes qui précèdent, le présent acte est rédigé en anglais suivi par une version française; sur demande des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date indiquée au début de cet acte. Le présent acte est l'un des deux actes identiques, dont l'un a été certifié en Allemagne et l'autre a été certifié au Luxembourg.

L'acte ayant été lu aux comparants, qui sont connus par le notaire par leur nom, prénom, état civil et demeure, lesdites personnes ont signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: U. GWIZA, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 13 juillet 2015. Relation: EAC/2015/16133. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Suit copie des statuts coordonnés de la société absorbante:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established among the current owner(s) of the shares created hereafter and all those who may become shareholders in the future, a société à responsabilité limitée (the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended, as well as by these articles of incorporation.

Art. 2. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period of time.

Art. 4. The Company will assume the name of "Green Park Luxembourg Holding 1 S.à r.l."

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its shareholders. Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the manager or the board of managers.

B. Share capital - Shares

Art. 6. The Company's share capital is set at seven million nine hundred seventy thousand four hundred seventy five euros (EUR 7,970,475) represented by three hundred eighteen thousand eight hundred nineteen (318,819) shares with a par value of twenty-five euro (EUR 25.-).

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The share capital may be modified at any time by the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing at least three quarters of the share capital.

Art. 8. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company's shares are freely transferable among shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to non-shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased shareholders may only be transferred to non-shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required if the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

Art. 11. Neither creditors, nor assigns, nor heirs of a shareholder may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

C. Management

Art. 12. The Company is managed by one or several managers, who do not need to be shareholders.

The managers are appointed by the general meeting of shareholders which sets the term of their office. They may be dismissed freely at any time and without specific cause.

The Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager.

In the case of several managers, the Company is managed by a board of managers, composed of at least two managers. In that case, the Company will be bound in all circumstances by the joint signature of two members of the board of managers.

The sole manager or the board of managers may grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

Art. 13. In case of several managers, the board of managers shall choose from among its shareholders a chairman, and may choose from among its shareholders a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the shareholders.

In dealings with third parties, the board of managers has the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all transactions consistent with the Company's purpose.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the registered office of the Company.

The chairman shall preside at all meeting of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent one or more of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two managers.

Art. 15. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 16. The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorized agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

D. Decisions of the sole shareholder - Collective decisions of the shareholders

Art. 17. Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 18. Collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital. The amendment of the articles of incorporation requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

Art. 19. If the Company is composed of a sole shareholder, the latter exercises the powers devolved to the meeting of shareholders by the dispositions of section XII of the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended.

Art. 20. At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 21. The Company's year commences on the first day of January of each year and ends on the last day of December of the same year.

Art. 22. Each year on the last day of December, the accounts are closed and the manager(s) prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 23. Five per cent (5%) of the net profit are set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the shareholders.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 24. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and fees. The liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities.

The surplus, after payment of the liabilities, shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them.

Art. 25. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended.

Es folgt die Deutsche Übersetzung des Englischen Textes:

A. Zweck - Dauer - Name - Sitz

Art. 1. Hiermit wird zwischen dem jetzigen Inhabern der ausgegebenen Anteile und denjenigen, die in Zukunft Gesellschafter werden, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach Luxemburger Recht (nachstehend die „Gesellschaft“) gegründet, die durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, neue Fassung, sowie durch nachstehende Satzung geregelt wird.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen jeder Art an in- und ausländischen Gesellschaften und die Verwirklichung sonstiger Investitionen jeder Art, der Erwerb von Wertpapieren jeder Art durch Kauf, Zeichnung oder auf andere Weise, die Übertragung von Wertpapieren durch Verkauf, Tausch oder auf andere Weise sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung dieser Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann zudem Gesellschaften, in denen sie eine direkte oder indirekte Beteiligung hält oder die der gleichen Gesellschaftsgruppe wie sie selbst angehören, Bürgschaften oder Kredite gewähren oder sie auf andere Weise unterstützen.

Die Gesellschaft kann alle Geschäfte kaufmännischer, gewerblicher oder finanzieller Natur betreiben, die der Erreichung ihres Zweckes förderlich sind.

Die Gesellschaft wird insbesondere die Gesellschaften, an denen sie eine Beteiligung hält, mit den notwendigen Dienstleistungen in Bezug auf Verwaltung, Kontrolle and Verwertung versorgen. Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft auf die Unterstützung anderer Berater zurückgreifen.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit festgesetzt.

Art. 4. Die Gesellschaft führt die Bezeichnung „Green Park Luxembourg Holding 1 S.à r.l.“

Art. 5. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt. Er kann durch Beschluss der Hauptversammlung der Gesellschafter an jeden beliebigen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden. Innerhalb desselben Bezirkes kann der Gesellschaftssitz durch einfachen Beschluss des Geschäftsführers oder des Geschäftsführerrates verlegt werden.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 6. Das Gesellschaftskapital beträgt sieben Millionen neunhundertsechzigtausendvierhundertfünfundsiebzig Euro (EUR 7.970.475,-) aufgeteilt in dreihundertachtzehntausendachthundertneunzehn (318.819) Anteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-) pro Anteil.

Jeder Anteil gewährt jeweils ein Stimmrecht bei ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen.

Art. 7. Die Änderung des Gesellschaftskapitals bedarf der Zustimmung (i) der Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die drei Viertel des Kapitals vertreten.

Art. 8. Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Eigentümer pro Anteil an. Miteigentümer eines einzelnen Anteils müssen eine Person ernennen, die beide gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Art. 9. Die Anteile können zwischen den Gesellschaftern frei übertragen werden. Die Übertragung der Gesellschaftsanteile zu Lebzeiten an Dritte bedarf der Zustimmung der Gesellschafter, die drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Die Übertragung von Todes wegen an Dritte bedarf der Zustimmung der Gesellschafter, die drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten. Keine Zustimmung ist erforderlich, wenn die Übertragung an Aszendente, Deszendente oder an den überlebenden Ehegatten erfolgt.

Art. 10. Die Gesellschaft erlischt nicht durch den Tod, die Aufhebung der Bürgerrechte, den Konkurs oder die Zahlungsunfähigkeit eines ihrer Gesellschafter.

Art. 11. Gläubiger, Rechtsnachfolger oder Erben eines Gesellschafter dürfen unter keinen Umständen Siegel an Vermögensgütern oder Dokumenten der Gesellschaft anbringen.

C. Geschäftsführung

Art. 12. Die Gesellschaft wird geführt durch einen oder mehrere Geschäftsführer. Die Geschäftsführer müssen nicht Gesellschafter sein.

Die Geschäftsführer werden von der Hauptversammlung ernannt. Die Hauptversammlung bestimmt auch die Dauer ihres Mandates. Die Geschäftsführer können jederzeit, ohne Angabe von Gründen aus ihren Funktionen entlassen werden.

Die Gesellschaft wird jederzeit durch den alleinigen Geschäftsführer verpflichtet.

Im Falle von mehreren Geschäftsführern wird die Gesellschaft durch den Geschäftsführerrat, der aus mindestens zwei Geschäftsführern besteht, verwaltet. In diesem Fall wird die Gesellschaft jederzeit durch die Unterschrift von zwei Mitgliedern des Geschäftsführerrates verpflichtet.

Vollmachten werden durch den alleinigen Geschäftsführer oder den Geschäftsführerrat privatschriftlich erteilt, wobei Sondervollmachten nur aufgrund notariell beglaubigter Urkunde erteilt werden können.

Art. 13. Im Falle von mehreren Geschäftsführern wählt der Geschäftsführerrat aus dem Kreise seiner Mitglieder einen Vorsitzenden und gegebenenfalls auch einen stellvertretenden Vorsitzenden. Er kann auch einen Sekretär bestellen, der nicht Mitglied des Geschäftsführerrates sein muss. Der Sekretär ist für das Führen der Protokolle der Geschäftsführerratsitzungen und der Gesellschafterversammlungen verantwortlich,

Dritten gegenüber ist der Geschäftsführerrat unbeschränkt bevollmächtigt, jederzeit im Namen der Gesellschaft zu handeln und Geschäfte und Handlungen zu genehmigen, die mit dem Gesellschaftszweck in Einklang stehen.

Der Geschäftsführerrat wird durch den Vorsitzenden oder durch zwei seiner Mitglieder einberufen.

Die Versammlungen finden am Gesellschaftssitz statt. Der Vorsitzende hat den Vorsitz in jeder Geschäftsführerratsitzung. In seiner Abwesenheit kann der Geschäftsführerrat mit der Mehrheit der Anwesenden ein anderes Geschäftsführerratsmitglied zum vorläufigen Vorsitzenden ernennen.

Jedes Mitglied des Geschäftsführerrates erhält mindestens vierundzwanzig Stunden vor Sitzungsdatum ein Einberufungsschreiben. Dies gilt nicht für den Fall einer Dringlichkeit, in dem die Natur und die Gründe dieser Dringlichkeit im Einberufungsschreiben angegeben werden müssen. Anhand schriftlicher, durch Kabel, Telegramm, Telex, Telefax oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel gegebener Einwilligung eines jeden Geschäftsführerratsmitgliedes kann auf die Einberufungsschreiben verzichtet werden. Ein spezielles Einberufungsschreiben ist nicht erforderlich für Sitzungen des Geschäftsführerrates, die zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten werden, die von einem vorherigen Beschluss des Geschäftsführerrates festgesetzt wurden.

Jedes Mitglied des Geschäftsführerrates kann sich in der Sitzung des Geschäftsführerrates aufgrund einer schriftlich, durch Kabel, Telegramm, Telex oder Telefax erteilten Vollmacht durch ein anderes Mitglied des Geschäftsführerrates vertreten lassen. Ein Mitglied des Geschäftsführerrates kann mehrere andere Mitglieder des Geschäftsführerrates vertreten.

Jedes Mitglied des Geschäftsführerrates kann durch eine telefonische oder visuelle Konferenzschaltung oder durch ein anderes Kommunikationsmittel an einer Sitzung teilnehmen, unter der Bedingung, dass jeder Teilnehmer der Sitzung alle anderen verstehen kann. Die Teilnahme an einer Sitzung auf diese Weise entspricht einer persönlichen Teilnahme an der Sitzung.

Der Geschäftsführerrat ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die einfache Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Beschlüsse des Geschäftsführerrates werden mit der einfachen Mehrheit der Stimmen seiner auf der jeweiligen Sitzung anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst.

Einstimmige Beschlüsse des Geschäftsführerrates können auch durch Rundschreiben mittels einer oder mehrere schriftlicher, durch Kabel, Telegramm, Telex, Telefax oder andere Kommunikationsmittel belegter Unterlagen gefasst werden, unter der Bedingung, dass solche Beschlüsse schriftlich bestätigt werden. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das als Beweis der Beschlussfassung geltende Protokoll.

Art. 14. Die Protokolle aller Geschäftsführerratsitzungen werden vom Vorsitzenden oder, in seiner Abwesenheit, vom stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle, die vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden sollen, werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Art. 15. Die Gesellschaft wird durch den Tod oder den Rücktritt eines Geschäftsführers, aus welchem Grund auch immer, nicht aufgelöst.

Art. 16. Es besteht keine persönliche Haftung der Gesellschafter für Verbindlichkeiten, die sie vorschriftsmäßig im Namen der Gesellschaft eingehen. Als Bevollmächtigte sind sie lediglich für die Ausübung ihres Mandates verantwortlich.

D. Entscheidungen des Alleinigen Gesellschafters - Hauptversammlungen der Gesellschafter

Art. 17. Jeder Gesellschafter kann an den Hauptversammlungen der Gesellschaft teilnehmen, unabhängig von der Anzahl der in seinem Eigentum stehenden Anteile. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Gesellschaftsanteile besitzt oder vertritt.

Art. 18. Die Beschlüsse der Gesellschafter sind nur rechtswirksam, wenn sie von Gesellschaftern angenommen werden, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten. Die Abänderung der Satzung benötigt die Zustimmung (i) der einfachen Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die wenigstens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Art. 19. Sollte die Gesellschaft einen alleinigen Gesellschafter haben, so übt dieser die Befugnisse aus, die der Hauptversammlung gemäß Abschnitt XII des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, neue Fassung, zustehen.

Art. 20. Die Zahl der Gesellschafter der Gesellschaft sollte zu keinem Zeitpunkt dreißig (30) überschreiten. Eine natürliche Person sollte zu keinem Zeitpunkt Gesellschafter der Gesellschaft werden können.

E. Geschäftsjahr - Konten - Gewinnausschüttungen

Art. 21. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar eines jeden Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 22. Am einunddreißigsten Dezember jeden Jahres werden die Konten geschlossen und der oder die Geschäftsführer steilen ein Inventar auf, in dem sämtliche Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft aufgeführt sind. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in das Inventar und die Bilanz nehmen.

Art. 23. Fünf Prozent (5%) des Nettogewinnes werden der gesetzlichen Reserve zugeführt, bis diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals erreicht hat. Der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung.

F. Gesellschaftsauflösung - Liquidation

Art. 24. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren von der Hauptversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Hauptversammlung legt Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren fest. Die Liquidatoren haben alle Befugnisse zur Verwertung der Vermögensgüter und Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Der nach Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft bestehende Überschuss wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu dem ihnen zustehenden Kapitalanteil aufgeteilt.

Art. 25. Für alle nicht in dieser Satzung geregelten Punkte verweisen die Erschienenen auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, neue Fassung.

Ne varietur./ .signé: U. GWIZA, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 13 juillet 2015. Relation: EAC/2015/16133. Reçu trente-quatre Euros (enregistrement: 12.- + timbres: 22.- = 34.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2015121188/538.

(150130313) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2015.

Bruehl Leipzig Arcaden S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 131.146.

MERGER PLAN

BETWEEN THE UNDERSIGNED PARTIES:

(1) Bruehl Leipzig Arcaden S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 13,000, having its registered office at 25A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under registration number B 131146 (hereafter the Acquiring Company); and

(2) Zwickau Arcaden Luxco S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 13,000, having its registered office at 25A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under registration number B 109926 (hereafter the Acquired Company).

The Acquiring Company and the Acquired Company are together referred to as the Companies.

WHEREAS:

(A) The Companies are both wholly owned subsidiaries of Bruehl Leipzig Arcaden Luxco S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 25 A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under registration number B 131429.

(B) The Companies have decided to start a merger process at the end of which the Acquiring Company shall absorb the Acquired Company (the Merger), according to the provisions of section XIV of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act).

(C) The Companies have therefore drawn up this common merger plan (the Merger Plan) according to article 261 et seq. of the Companies Act and have decided to submit the Merger Plan to their respective general meetings of shareholder according to article 263 of the Companies Act,

IT IS AGREED as follows:

1. The companies.

1.1 Features of the Companies (article 261 (2) (a) of the Companies Act)

(a) The Acquired Company

The Acquired Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 25A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under registration number B 109926.

Its share capital is currently set at thirteen thousand Euros (EUR 13,000) and is divided between five hundred twenty (520) shares, having a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25) each, fully paid up. The Acquired Company has not issued other securities in addition to the shares representing its share capital.

(b) The Acquiring Company

The Acquiring Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 25A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under registration number B 131146,

Its share capital is currently set at thirteen thousand Euros (EUR 13,000) and is divided between five hundred twenty (520) shares, having a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25) each, fully paid up. The Acquiring Company has not issued other securities in addition to the shares representing its share capital.

1.2 Capital ties between the Companies

On the date hereof, the Companies are both wholly owned subsidiaries of Bruehl Leipzig Arcaden Luxco S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 25A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under registration number B 131429.

2. Exchange ratio.

2.1 Exchange ratio (article 261 (2) b) of the Companies Act)

The exchange ratio is set at 1 share of the Acquiring Company for 520 shares of the Acquired Company. The Acquiring Company shall therefore issue 1 share, having a nominal value of EUR 25 (the New Share), to the sole shareholder of the Acquired Company pursuant to the Merger.

No balancing cash adjustment must be paid to the sole shareholder of the Acquired Company pursuant to the Merger.

3. Contribution - Capital increase.

3.1 Valuation of the contribution

The assets and liabilities of the Acquired Company contributed to the Acquiring Company pursuant to the Merger shall be recorded at their net accounting value as set forth in the annual accounts of the Acquired Company as of 31 December 2014.

3.2 Accounting date of the Merger (article 261 (2) e) of the Companies Act)

For accounting purposes, the Merger shall be deemed to have been carried out as from 1 January 2015. Therefore, as of this date, all the transactions carried out by the Acquired Company shall be treated for accounting purposes as being carried out by the Acquiring Company.

3.3 Net assets

The net asset value corresponding to the net accounting value of the Acquired Company contributed to the Acquiring Company pursuant to the Merger, as determined in accordance with clauses 3.1 and 3.2, is set at EUR 867,918.

3.4 Capital increase

In consideration for the contribution of the assets and liabilities of the Acquired Company, having a net asset value corresponding to the net accounting value of EUR 867,918, the Acquiring Company shall increase its share capital by an amount of EUR 25 in order to bring the share capital from its present amount of EUR 13,000, represented by 520 shares, having a nominal value of EUR 25 each, to the amount of EUR 13,025, by way of the issuance of the New Share.

The contribution of the assets and liabilities of the Acquired Company shall be allocated as follows:

- (i) an amount of EUR 25 to the share capital; and
- (ii) an amount of EUR 867,893 to the merger premium.

3.5 Terms for the delivery of the shares in the Acquiring Company (article 261 (2) c) of the Companies Act)

The New Share shall be issued to the sole shareholder of the Acquired Company at the Completion Date (as defined in clause 5.1),

The New Share shall be recorded in the share register of the Acquiring Company within fifteen days following the Completion Date.

3.6 Bate from which the New Share shall carry the right to participate in the profits and any special condition regarding that right (article 261 (2) d) of the Companies Act)

The New Share shall be (i) integrally assimilated into the existing shares of the Acquiring Company and (ii) governed by all the provisions of the articles of association of the Acquiring Company.

Therefore, as of the Completion Date, the New Share shall allow its sole holder to benefit from any payment of dividends and any distribution under the same conditions as the existing shares of the Acquiring Company.

3.7 Rights conferred by the Acquiring Company to the shareholders having special rights and to the holders of securities other than shares, or the measures proposed concerning them (article 261 (2) f) of the Companies Act)

All the shares representing the share capital of the Acquired Company are identical and confer the same rights and benefits to its sole shareholder and, as mentioned under clause 1.1, the Acquired Company has not issued securities in addition to the shares representing its share capital. Therefore, it is not required for the Acquiring Company to issue shares conferring special rights or other securities conferring special rights pursuant to the Merger under article 270 (1) of the Companies Act.

4. Formalities prior to the merger.

4.1 Report related to the Merger

The sole shareholder of the Companies has decided to waive the requirement regarding the drawing up of a detailed written report by the board of managers of the Companies addressed to the sole shareholder explaining the Merger Plan and setting out the legal and economic grounds for the Merger Plan, in particular for the share exchange ratio, as provided for by article 265 of the Companies Act.

4.2 Independent experts

The sole shareholder of the Companies has decided to waive the examination of the Merger Plan by independent experts as well as written reports by independent experts, as provided for by article 266 of the Companies Act.

4.3 Interim accounts

The sole shareholder of the Companies has decided to waive the preparation of interim accounts of the Companies for the period between 1 January 2015 and the Merger, as provided for by article 267 (1) of the Companies Act.

4.4 Information on material change

The sole shareholder of the Companies has decided to waive the provision of information to be given on any material change which may have occurred between the date of execution of the Merger Plan and the date of the approval of the Merger by the sole shareholder, as provided for by article 265 of the Companies Act.

4.5 Documents made available to the shareholders

The Companies shall make available to their sole shareholder, as soon as possible after the signature of the Merger Plan, and at least one month prior to the date of the general meeting of the shareholder called to decide on the Merger Plan, at their respective registered offices, pursuant to article 267 of the Companies Act:

- (i) the Merger Plan; and
- (ii) the annual accounts of the Companies for the 2012, 2013 and 2014 financial years.

4.6 Publication of the Merger Plan

The Merger Plan shall be published, for each of the Companies, in the Luxembourg Official Gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) at least one month prior to the date of the general meetings of shareholders of the Companies that must approve the Merger Plan.

5. Completion and effects of the merger.

5.1 Completion of the Merger

The Merger shall take effect when the concurring decisions of the general meetings of shareholder of the Companies to approve the Merger along with all of the actions required by the Merger Plan have been taken (the Completion Date).

5.2 Effects of the Merger

The Merger shall have the following consequences ipso jure at the Completion Date:

- (i) the universal transfer of all of the assets and liabilities of the Acquired Company to the Acquiring Company;
- (ii) the issuance of the New Share of the Acquiring Company to the sole shareholder of the Acquired Company, as provided for by clause 3; and
- (iii) the dissolution without liquidation of the Acquired Company,

5.3 Delivery of the title instruments

At the Completion Date, all title instruments, agreements, documents and others, concerning the assets and rights of the Acquired Company shall be delivered to the Acquiring Company.

6. Miscellaneous.

6.1 Special advantages granted to the independent experts, to the managers of the Companies and to the supervisory bodies of the Companies (article 261 (2) g) of the Companies Act)

No special advantage is granted to the managers of the Companies.

Pursuant to clause 4.2, no independent expert will be appointed by the Companies for the purpose of the Merger.

The Companies have not appointed statutory auditors (commissaires) or independent auditors (réviseurs d'entreprises agréés) to be responsible for the audit of the Companies' accounts.

6.2 Formalities - powers - costs

The Acquiring Company shall proceed with all of the formalities necessary or useful to give full effect to the Merger and to the contribution of the assets and liabilities of the Acquired Company to the Acquiring Company.

Full powers are granted to any manager of the Companies as well as Allen & Overy, société en commandite simple, in order to carry out all filings, notifications and publications necessary for the Merger.

The costs, rights and fees related to the Merger, whether resulting directly or indirectly therefrom, will be borne by the Acquiring Company.

6.3 Language

This Merger Plan is worded in English followed by a French translation, the French translation being required for Luxembourg law purposes. The English version of the Merger Plan will prevail for Luxembourg law purposes.

6.4 Originals

This Merger Plan shall be executed in 2 originals on 22 July 2015.

6.5 Applicable law and jurisdiction

The Merger Plan is governed by Luxembourg law. Any dispute arising from this Merger Plan shall be submitted exclusively to the competent courts of the District of the city of Luxembourg.

Bruehl Leipzig Arcaden S.à r.l.

Jean-Philippe Gachet / Tony Roy

Manager / Manager

Zwickau Arcaden Luxco

Jean-Philippe Gachet / Daniel Boone

Manager / Manager

Follows the French version of the above text

PROJET DE FUSION

ENTRE LES SOUSSIGNES:

(1) Bruehl Leipzig Arcaden S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant conformément au droit du Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de EUR 13,000, dont le siège social est situé au 25A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 131146 (ci-après la Société Absorbante); et

(2) Zwickau Arcaden Luxco S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant conformément au droit du Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de EUR 13,000, dont le siège social est situé au 25A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 109926 (ci-après la Société Absorbée),

La Société Absorbante et la Société Absorbée sont désignées ci-après comme les Sociétés.

ATTENDU QUE;

(A) Les Sociétés sont chacune des filiales entièrement détenues par Bruehl Leipzig Arcaden Luxco S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant conformément au droit du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est situé au 25A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 131429.

(B) Les Sociétés ont décidé d'entamer un processus de fusion au terme duquel la Société Absorbante absorbera la Société Absorbée (la Fusion), conformément aux dispositions de la section XIV de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi).

(C) Les Sociétés ont par conséquent établi ce projet commun de fusion (le Projet) conformément aux articles 261 et suivants de la Loi et ont décidé chacune de se soumettre à leurs assemblées générales d'associés respectives conformément à l'article 263 de la Loi.

IL A ÉTÉ CONVENU ce qui suit:

1. Les sociétés.

1.1 Caractéristiques des Sociétés (article 261 (2) (a) de la Loi)

(a) La Société Absorbée

La Société Absorbée est une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 25A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de commerce et des sociétés, Luxembourg sous le numéro B 109926.

Son capital social est actuellement établi à treize mille euros (EUR 13.000) et est divisé en cinq cent vingt (520) parts sociales, ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, entièrement libérées. La Société Absorbée n'a pas émis d'autres titres que les parts sociales composant son capital social.

(b) La Société Absorbante

La Société Absorbante est une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 25A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de commerce et des sociétés, Luxembourg sous le numéro B 131146.

Son capital social est actuellement établi à treize mille euros (EUR 13,000) et est divisé en cinq cent vingt (520) parts sociales ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, entièrement libérées. La Société Absorbante n'a pas émis d'autres titres que les parts sociales composant son capital social.

1.2 Liens en capital entre les Sociétés

A la date des présentes, les Sociétés sont des filiales entièrement détenues par Bruehl Leipzig Arcaden Luxco S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant conformément au droit du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est situé au 25A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 131429.

2. Rapport d'échange.

2.1 Rapport d'échange (art. 261 (2) b) de la Loi)

Le rapport d'échange est établi à une part sociale de la Société Absorbante pour 520 parts sociales de la Société Absorbée. La Société Absorbante doit donc émettre un nombre total d'une part sociale, ayant une valeur nominale de 25 euros (la Nouvelle Part Sociale), à l'associé unique de la Société Absorbée en vertu de la Fusion.

Aucune soulte en espèces ne doit être versée à l'associé unique de la Société Absorbée en vertu de la Fusion,

3. Apport - Augmentation de capital.

3.1 Evaluation de l'apport

L'actif et le passif de la Société Absorbée apportés à la Société Absorbante en vertu de la Fusion doivent être comptabilisés à leur valeur nette comptable telle que figurant aux comptes annuels de la Société Absorbée au 31 décembre 2014.

3.2 Date comptable de la Fusion (article 261 (2) e) de la Loi)

Sur le plan comptable, la Fusion sera réputée être réalisée à compter du 1^{er} janvier 2015. Par conséquent, à partir de cette date, toutes les opérations accomplies par la Société Absorbée seront considérées du point de vue comptable comme accomplies par la Société Absorbante.

3.3 Actif net (article 261 (4) de la Loi)

La valeur de l'actif net, correspondant à la valeur nette comptable de la Société Absorbée, apporté à la Société Absorbante en vertu de la Fusion, telle que déterminée en vertu des clauses 3.1 et 3.2, s'élève à 867.918 euros.

3.4 Augmentation de capital

En contrepartie de l'apport de l'actif et du passif de la Société Absorbée, ayant une valeur d'actif net, correspondant à la valeur nette comptable de la Société Absorbée, de 867.918 euros, la Société Absorbante doit augmenter son capital d'un montant de 25 euros afin de le faire passer de son montant actuel de 13.000 euros, représenté par 520 parts sociales d'une valeur nominale de 25 euros chacune, à un montant de 13.025 euros au moyen de l'émission de la Nouvelle Part Sociale.

L'apport de l'actif et du passif de la Société Absorbée doit être alloué de la manière suivante:

- (i) un montant de 25 euros au capital social; et
- (ii) un montant de 867.893 euros à la prime de fusion.

3.5 Modalités de remise des parts sociales de la Société Absorbante (article 261 (2) c) de la Loi)

La Nouvelle Part Sociale sera émise à l'associé unique de la Société Absorbée au moment de la Date de Réalisation (telle que définie à la clause 5.1).

L'inscription de la Nouvelle Part Sociale dans le registre des parts sociales de la Société Absorbante aura lieu dans les quinze jours suivant la Date de Réalisation.

3.6 Date à partir de laquelle la Nouvelle Part Sociale donne le droit de participer aux bénéfices de la Société Absorbante ainsi que toute modalité relative à ce droit (article 261 (2) d) de la Loi)

La Nouvelle Part Sociale sera (i) intégralement assimilée aux parts sociales existantes de la Société Absorbante et (ii) soumise à toutes les dispositions des statuts de la Société Absorbante.

Par conséquent, à compter de la Date de Réalisation, la Nouvelle Part Sociale devra permettre à son détenteur de bénéficier de tout paiement de dividendes et de toute distribution dans les mêmes conditions que les parts sociales existantes de la Société Absorbante,

3.7 Droits assurés par la Société Absorbante aux associés ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des parts sociales ou les mesures proposées à leur égard (article 261 (2) f) de la Loi)

Toutes les parts sociales formant le capital de la Société Absorbée sont identiques et confèrent les mêmes droits et avantages aux détenteurs de celle-ci et, ainsi qu'il est indiqué à la clause 1.1, la Société Absorbée n'a pas émis d'autres titres

que les parts sociales composant son capital social. Par conséquent, il n'y a pas lieu que la Société Absorbante émette des parts sociales conférant des droits spéciaux ou tout autre titre conférant des droits spéciaux en vertu de la Fusion selon l'article 270 (1) de la Loi.

4. Formalités préalables à la fusion.

4.1 Rapport relatif à la fusion

L'associé unique des Sociétés a décidé de renoncer à ce que soit établi le rapport écrit détaillé à l'intention des associés expliquant et justifiant du point de vue juridique et économique le Projet et en particulier le rapport d'échange des parts sociales, tel que prévu par l'article 265 de la Loi.

4.2 Experts indépendants

L'associé unique des Sociétés a décidé de renoncer à l'examen du Projet par des experts indépendants ainsi qu'aux rapports d'experts indépendants, tel que prévu par l'article 266 de la Loi.

4.3 Comptes intérimaires

L'associé unique des Sociétés a décidé de renoncer à ce que soit préparé des comptes intérimaires des Sociétés pour la période courant entre le 1^{er} janvier 2015 et la Fusion, tel que prévu par l'article 267 (1) de la Loi.

4.4 Information sur toute modification importante

L'associé unique des Sociétés a décidé de renoncer à l'obtention d'information sur toute modification importante de l'actif et du passif des Sociétés pouvant avoir lieu entre la date d'établissement du Projet et la date d'approbation du Projet par l'associé unique, tel que prévu par l'article 265 de la Loi.

4.5 Documents mis à la disposition des associés

La Société Absorbée et la Société Absorbante devront mettre à disposition de l'associé unique, dès que possible à compter de la signature du Projet, et au moins un mois avant la date de la réunion des assemblées générales des associés appelées à se prononcer sur le Projet, à leur siège social respectif, conformément à l'article 267 de la Loi;

(i) le Projet; et

(ii) les comptes annuels pour les exercices sociaux 2012, 2013 et 2014 des Sociétés.

4.6 Publication du Projet

Le Projet doit être publié, pour chacune des Sociétés, au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, au moins un mois avant la date de la réunion des assemblées générales des associés des Sociétés devant approuver le Projet,

5. Réalisation et effets de la fusion.

5.1 Réalisation de la Fusion

La Fusion sera réalisée au moment où sont intervenues les décisions concordantes des assemblées générales des associés des Sociétés pour approuver le Projet ainsi que toutes les actions requises en vertu du Projet (la Date de Réalisation).

5.2 Effets de la Fusion

La Fusion entraîne de plein droit les effets suivants au moment de la Date de Réalisation:

(i) la transmission universelle de l'actif et du passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante;

(ii) l'émission de la Nouvelle Part Sociale de la Société Absorbante à l'associé unique de la Société Absorbée, tel que prévu à la clause 3; et

(iii) la dissolution sans liquidation de la Société Absorbée.

5.3 Remise des titres de propriété

À la Date de Réalisation, tous les titres de propriété, contrats, documents et autres, relatifs aux biens et droits de la Société Absorbée seront remis à la Société Absorbante,

6. Divers.

6.1 Avantages particuliers attribués aux experts indépendants, aux gérants des Sociétés ainsi qu'aux organes de contrôle des Sociétés (article 261 (2) g) de la Loi)

Aucun avantage particulier n'est accordé aux gérants des Sociétés.

Conformément à la clause 4.2, aucun expert indépendant ne sera nommé par les Sociétés pour les besoins de la Fusion.

Les Sociétés n'ont pas nommé de commissaires ou de réviseur d'entreprises agréé chargé du contrôle légal des comptes sociaux.

6.2 Formalités - pouvoirs - frais

La Société Absorbante procédera à toutes les formalités nécessaires ou utiles pour donner effet à la Fusion et à l'apport de l'actif et du passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante.

Tous pouvoirs sont octroyés à tout gérant de la Société, ainsi qu'à Allen & Overy, société en commandite simple, afin d'effectuer tous dépôts, notifications et publications nécessaires à la Fusion,

Les frais, droits et honoraires relatifs au Projet, qui en résultent directement ou indirectement sont à la charge de la Société Absorbante.

6.3 Langue

Ce Projet est rédigé en anglais suivi d'une traduction française, la traduction française étant requise aux fins du droit luxembourgeois. La version anglaise du Projet prévaut aux fins du droit luxembourgeois.

6.4 Originaux

Le Projet doit être établi en 2 exemplaires originaux le 22 juillet 2015.

6.5 Droit applicable et juridiction

Le Projet est soumis au droit luxembourgeois. Tous différends découlant du Projet seront exclusivement soumis aux tribunaux compétents de la ville de Luxembourg.

Bruehl Leipzig Arcaden S.à r.l.
Jean-Philippe Gachet / Tony Roy
Gérant / Gérant
Zwickau Arcaden Luxco
Jean-Philippe Gachet / Daniel Boone
Gérant / Gérant

Référence de publication: 2015122805/322.

(150132823) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2015.

ARIC Participation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 19, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 123.585.

Par la présente, je vous sou mets ma démission en tant que administrateur de votre société.

Le 13.02.2015.

Pour ELISTART S.A.

Signature

Référence de publication: 2015079092/11.

(150091169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Oleastra S.A. Sicav-Fis, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 15, rue de Flaxweiler.

R.C.S. Luxembourg B 181.206.

Im Jahre zweitausendundfünfzehn, am dreißigsten Juni.

Vor dem unterzeichnenden Notar Jean-Paul MEYERS, mit dem Amtssitz in Esch-sur-Alzette, 5, rue Zénon Bernard, Großherzogtum Luxemburg,

Fand die Außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre (die „Generalversammlung“) der „Oleastra S.A., SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé, einer Aktiengesellschaft (société anonyme) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) gegründet und bestehend nach den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Jean-Paul Meyers, mit dem damaligen Amtssitz in Rambrouch, am 22. Oktober 2013, veröffentlicht im Mémorial C, Nummer 2780 vom 7. November 2013 und mit Gesellschaftssitz in 18-20, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter Nummer B 181206 statt.

Als Vorsitzender der Generalversammlung amtiert Herr Serge Bernard, wohnhaft in Luxembourg.

Der Vorsitzende bestellt zur Sekretärin und die Generalversammlung bestellt zur Stimmzählerin Frau Caroline Ramier, beruflich ansässig in Esch-sur-Alzette.

Der Vorsitzende stellt gemeinsam mit den Versammlungsteilnehmern Folgendes fest:

I. Gegenwärtigem Protokoll ist ein Anteilsverzeichnis der Aktionäre beigelegt. Dieses Verzeichnis wurde von den Aktionären bzw. deren Vertretern, sowie von dem Vorsitzenden, dem Sekretär, der Stimmzählerin und dem unterzeichneten Notar unterschrieben.

Die von den Aktionären ausgestellten Vollmachten werden ebenfalls gegenwärtiger Urkunde ne varietur paraphiert beigelegt, um mit derselben einregistriert zu werden.

II. Die Generalversammlung wurde nach den Bestimmungen der Satzung und des Gesetzes vom 10. August 1915 ordnungsgemäß durch Veröffentlichungen im Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Luxemburger Wort und Tageblatt jeweils am 12. und 22. Juni 2015 einberufen.

Sämtliche eine Million dreißigtausend (1.030.000) ausgegebenen Aktien, welche das gesamte Gesellschaftskapital darstellen sind in gegenwärtiger Generalversammlung vertreten.

Die so anwesenden oder vertretenen Aktionäre, welche demnach 100% des Aktienkapitals entsprechen erklären sich ordnungsgemäß zu der gegenwärtigen Versammlung eingeladen und verzichten auf die Einhaltung weiterer Förmlichkeiten. Entgegen der Einberufungen und bedingt durch eine notwendige notarielle Urkundenbescheinigung wird die Generalversammlung gegenwärtig in der Kanzlei des amtierenden Notars abgehalten, welche Verlegung bzw. Abweichung durchaus den in den Vollmachten enthaltenen Bestimmungen entspricht und somit abgedeckt ist.

Somit ist gegenwärtige Versammlung rechtsgültig zusammengetreten.

III. Die Tagesordnung der Generalversammlung ist folgende:

Änderung und Neufassung der Gesellschaftssatzung wie folgt:

1. Neufassung der Satzung und des Gesellschaftszwecks (insbesondere der Artikel 1, 2, 4, 5, 6, 7, 9, 12, 13, 14, 15, 17, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 27, 28, 30, 31 und 32 der Satzung)
2. Verlegung des Sitzes der Oleastra S.A., SICAV-FIS nach 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher.
3. Verschiedenes.

Nach Beratung fasst die Generalversammlung folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, die Satzung der Gesellschaft wie folgt neu zu beurkunden:

1. Definitionen.

- AIFM bezeichnet einen Alternativen Investmentfondsmanager im Sinne des Gesetzes vom 12. Juli 2013 über Verwalter Alternativer Investmentfonds, einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen;
- Aktien bezeichnen die Aktien der Gesellschaft;
- Aktionäre bezeichnet die Aktionäre der Gesellschaft;
- Aktienklasse bezeichnet eine Aktienklasse oder Aktienklassen eines Teilfonds, welche sich im Hinblick auf die Gebührenstruktur, die Mindestanlagebeträge, die Ausschüttungspolitik, die von den Anlegern zu erfüllenden Voraussetzungen, die Referenzwährung oder durch sonstige besondere Merkmale unterscheiden;
- Bankarbeitstag bezeichnet einen Tag (ausgenommen Samstag und Sonntag), der gleichzeitig ein Börsentag in Luxembourg und in Frankfurt am Main ist;
- Bewertungstag hat die Bezeichnung, welche in Artikel 24 der Satzung Erläuterung findet;
- Deutsches Investmentsteuergesetz bezeichnet das deutsche Investmentsteuergesetz (InvStG) vom 15. Dezember 2003 (BGBl. 2003, S. 2676, 2724) in der Beschlussfassung des Gesetzes zur Anpassung des Investmentsteuergesetzes und anderer Gesetze an das AIFMUmsetzungsgesetz (AIFM-StAnpG (BGBl. I 2013, S. 4318ff.)) vom 18. Dezember 2013 und der jeweiligen weiteren Änderungsgesetze.
- Emissionsdokument bezeichnet das Emissionsdokument der Gesellschaft nebst etwaigen Änderungen und Anmerkungen;
 - * Gesellschaft bezeichnet die Oleastra S.A. SICAV-FIS;
 - * Gesetz von 1915 bezeichnet das Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen;
 - * Gesetz von 2010 bezeichnet das Gesetz vom 17. Dezember 2010 über Organismen für gemeinsame Anlagen, einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen;
 - * Gesetz von 2007 bezeichnet das Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds, einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen in aktueller Fassung;
 - * Gesetz von 2013 bezeichnet das Gesetz vom 12. Juli 2013 über die Verwalter alternativer Investmentfonds in seiner jeweils gültigen Fassung;
 - * Nettoinventarwert bezeichnet den Nettoinventarwert, dessen Berechnung wie in Artikel 24 der Satzung beschrieben erfolgt;
 - * OGA bezeichnet Organismen für gemeinsame Anlagen;
- Sachkundiger Anleger bezeichnet einen Anleger, welcher im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes von 2007 als geeigneter Anleger gilt. Geeignete Anleger sind hierbei insbesondere, institutionelle Anleger, professionelle Anleger und jeder andere Anleger der die folgenden Voraussetzungen erfüllt:
 - * er hat schriftlich sein Einverständnis zu seiner Einordnung als Sachkundiger Anleger erklärt, und
 - * er investiert mindestens 125.000 EUR, oder
 - * er verfügt über eine Einstufung seitens eines Kreditinstitutes im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, eines Wertpapierunternehmens im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG oder einer Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2009/65/EG, welche ihm seinen Sachverstand, seine Erfahrung und die Kenntnisse bescheinigt, um auf angemessene Weise eine Anlage in einen Spezialfonds einschätzen zu können;
 - * Satzung bezeichnet die Satzung der Gesellschaft;
 - * Teilfonds bezeichnet einen Teilfonds im Sinne des Artikels 71 des Gesetzes von 2007;

* Verwahrstelle bezeichnet die Verwahrstelle der Gesellschaft im Sinne des Gesetzes von 2007 sowie des Gesetzes von 2013

* Verwaltungsrat bezeichnet den Verwaltungsrat der Gesellschaft;

* Verwaltungsratsmitglied bezeichnet ein Mitglied des Verwaltungsrates der Gesellschaft.

2. Name.

2.1 Hiermit besteht eine Aktiengesellschaft («société anonyme») in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds («société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé») unter dem Namen Oleastra S.A. SICAV-FIS.

2.2 Die Gesellschaft unterliegt dem Gesetz von 2007 und dem Gesetz von 1915, in ihrer jeweils gültigen Fassung sowie dieser Satzung. Im Falle eines Konflikts zwischen dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2007 gilt vorrangig das Gesetz von 2007. Die Gesellschaft unterliegt in ihrem Sitzstaat Luxemburg der Aufsicht über Vermögen zur gemeinschaftlichen Kapitalanlage durch die Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF).

2.3 Die Gesellschaft kann einen alleinigen Aktionär oder mehrere Aktionäre haben. Im Falle eines alleinigen Aktionärs wird die Gesellschaft nicht infolge der Insolvenz oder Liquidation des alleinigen Gesellschafters aufgelöst.

2.4 Jeder Hinweis zu den Aktionären meint den alleinigen Aktionär der Gesellschaft, sollte lediglich ein alleiniger Aktionär vorhanden sein.

3. Dauer.

3.1 Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet, wobei die Gesellschaft automatisch liquidiert wird, sobald ein Teilfonds aufgelöst wird und keine weiteren Teilfonds mehr bestehen.

3.2 Die Gesellschaft kann, durch einen Beschluss der Aktionäre, welcher gemäß den für eine Satzungsänderung vorgeschriebenen Bedingungen gefasst wird, jederzeit aufgelöst werden.

4. Gesellschaftszweck.

4.1 Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage und Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zum Nutzen der Aktionäre nach dem Grundsatz der Risikomischung und im Einklang mit Artikel 19 der Satzung und den im Emissionsdokument beschriebenen Anlagebeschränkungen. Eine gewerbliche Tätigkeit, insbesondere eine aktive unternehmerische Bewirtschaftung ihrer Vermögensgegenstände, ist ausgeschlossen.

4.2 Die Gesellschaft kann ferner jegliche Maßnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, welche sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, und zwar im Weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz von 2007.

4.3 Die Gesellschaft ist ein extern verwalteter alternativer Investmentfonds (AIF) im Sinne des Gesetzes von 2013 und ausgestaltet als Investmentfonds im Sinne des § 1 Abs. 1b S. 2 des Investmentsteuergesetzes. Das Investmentsteuergesetz bezeichnet das deutsche Investmentsteuergesetz (InvStG) vom 15.12.2003 (BGBl. I 2003, S. 2676, 2724) in der Beschlussfassung des Gesetzes zur Anpassung des Investmentsteuergesetzes und anderer Gesetze an das AIFM-Umsetzungsgesetz (AIFM-StAnpG (BGBl. I 2013 Nr. 76, S. 4318ff.)) vom 18. Dezember 2013 und der jeweiligen weiteren Änderungsgesetze.

Die Gesellschaft kann im Rahmen der Wertpapierleihe als Leihgeber auftreten, wobei die Tätigkeit als Wertpapierverleiher den Umfang einer vermögensverwaltenden Tätigkeit nicht überschreiten darf.

5. Sitz.

5.1 Der Gesellschaftssitz befindet sich in der Gemeinde Grevenmacher, Großherzogtum Luxemburg. Er kann zu jeder Zeit, durch Beschluss einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung, in irgendeine andere Ortschaft des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden. Die Adresse des Gesellschaftssitzes kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb der Gemeinde des Gesellschaftssitzes verlegt werden.

5.2 Zweigstellen, Tochtergesellschaften oder andere Büros können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen einfachen Beschluss des Verwaltungsrates errichtet werden.

5.3 Falls der Verwaltungsrat feststellt, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche, soziale oder militärische Entwicklungen stattgefunden haben oder bevorstehen, welche die normale Geschäftsabwicklung der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen, kann er vorübergehend bis zur vollständigen Beendigung dieser anormalen Umstände den Sitz der Gesellschaft ins Ausland verlegen. Diese vorübergehende Maßnahme hat jedoch keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die trotz der vorübergehenden Verlegung des Sitzes luxemburgisch bleibt.

6. Gesellschaftskapital - Teilfonds - Aktienklassen.

6.1 Das Gesellschaftskapital wird durch Aktien ohne Nennwert repräsentiert und entspricht jederzeit dem Nettoinventarwert der Aktien der Gesellschaft. Das Gründungskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (31.000 EUR), ist voll einbezahlt und repräsentiert durch 310 Aktien ohne Nennwert. Das Kapital der Gesellschaft muss mindestens eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000 EUR) betragen und dieses Mindestgesellschaftskapital muss innerhalb von zwölf Monaten nach Genehmigung der Gesellschaft als spezialisierter Investmentfonds nach dem Gesetz von 2007 erreicht werden.

6.2 Der Verwaltungsrat darf jederzeit, unbegrenzt weitere voll eingezahlte Aktien der Gesellschaft ausgeben, ohne den alten Aktionären ein Bezugsrecht auf die zusätzlich auszugebenden Aktien einzuräumen. Der Verwaltungsrat kann jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden Angestellten der Gesellschaft oder andere Personen ermächtigen, Zeichnungen anzunehmen und den Preis für die neuen Aktien entgegenzunehmen.

6.3 Der Verwaltungsrat kann im Sinne des Artikels 71 des Gesetzes von 2007 einen oder mehrere Teilfonds bilden. Die Vermögenswerte jedes Teilfonds können in Wertpapieren, Investmentfonds, Geldmarktinstrumenten, flüssigen Mitteln oder anderen zulässigen Vermögenswerten angelegt werden. Die Teilfonds können sich durch ihre Anlageziele, Anlagepolitik, Referenzwährung oder sonstige Merkmale, welche der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit in Bezug auf jeden Teilfonds festlegt, unterscheiden. Der Verwaltungsrat kann auch beschließen, Teilfonds zu errichten, deren Aktien in unterschiedlichen geographischen Regionen vertrieben werden.

6.4 Die Gesellschaft besitzt eigene Rechtspersönlichkeit. Die Rechte der Aktionäre und Gläubiger im Hinblick auf einen Teilfonds oder die Rechte, die im Zusammenhang mit der Gründung, der Verwaltung oder der Liquidation eines Teilfonds stehen, beschränken sich auf die Vermögenswerte dieses Teilfonds.

6.5 Die Vermögenswerte eines Teilfonds haften ausschließlich im Umfang der Anlagen der Aktionäre in diesem Teilfonds und im Umfang der Forderungen derjenigen Gläubiger, deren Forderungen im Zusammenhang mit der Gründung, Verwaltung oder der Liquidation dieses Teilfonds entstanden sind. Im Verhältnis der Aktionäre untereinander wird jeder Teilfonds als eigenständige Einheit behandelt.

6.6 Der Verwaltungsrat ist berechtigt, innerhalb eines Teilfonds zwei oder mehrere Aktienklassen auszugeben, deren Vermögenswerte gemeinsam angelegt werden, welche sich jedoch im Hinblick auf die Gebührenstruktur, die Mindestanlagebeträge, die Ausschüttungspolitik, die von den Anlegern zu erfüllenden Voraussetzungen, die Referenzwährung oder sonstige besondere Merkmale, welche der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit in Bezug auf eine Aktienklasse festlegt, unterscheiden.

6.7 Aktien der Gesellschaft dürfen ausschließlich von Sachkundigen Anlegern, die nicht natürliche Personen oder US-Personen sind, gekauft werden, und zwar in der Summe aller Teilfonds von nicht mehr als 100 Aktionären.

6.8 Die Jahresrechnungen der Gesellschaft werden in der dem Gesellschaftskapital entsprechenden Währung, d. h. in Euro, aufgestellt. Zur Bestimmung des Gesellschaftskapitals wird das Nettovermögen der Teilfonds, welches nicht in Euro ausgedrückt ist, rechnerisch in Euro umgewandelt.

7. Form der Aktien.

7.1 Die Gesellschaft wird nur Aktien in Form von Namensaktien ausgeben.

7.2 Alle ausgegebenen Namensaktien der Gesellschaft werden in das Aktienregister eingetragen, welches von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren hierfür von der Gesellschaft bezeichneten Personen geführt wird, und dieses Register wird die Namen jedes Aktionärs, seinen ständigen oder gewählten Wohnsitz, entsprechend den Angaben gegenüber der Gesellschaft und die Zahl der von ihm gehaltenen Namensaktien und den auf Aktienbruchteile bezahlten Betrag enthalten.

7.3 Der Verwaltungsrat wird darüber beschließen, ob ein Zertifikat über einen solchen Eintrag an den Aktionär ausgestellt werden soll, oder ob der Aktionär eine schriftliche Bestätigung über seinen Aktienbesitz erhält.

7.4 Die Übertragung von Namensaktien erfolgt,

(i) sofern Aktienzertifikate ausgegeben wurden, durch Übergabe des Zertifikats oder der Zertifikate, die diese Aktien gegenüber der Gesellschaft vertreten, zusammen mit anderen Unterlagen, die die Übertragung der Gesellschaft gegenüber in zufrieden stellender Weise nachweisen, und,

(ii) sofern keine Aktienzertifikate ausgegeben wurden, durch eine schriftliche Erklärung der Übertragung, die in das Aktienregister einzutragen ist und von dem Übertragenden und dem Empfänger oder von entsprechend bevollmächtigten Personen datiert und unterzeichnet werden muss. Jede Übertragung von Namensaktien wird in das Aktienregister eingetragen; diese Eintragung wird durch ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrats oder durch eine oder mehrere sonstige ordnungsgemäß vom Verwaltungsrat hierzu ermächtigte Person(en) unterzeichnet.

7.5 Aktienzertifikate werden durch zwei Verwaltungsratsmitglieder oder einen vom Verwaltungsrat zu diesem Zweck ordnungsgemäß ermächtigten Agenten unterzeichnet. Die Unterschriften der Verwaltungsratsmitglieder können entweder handschriftlich erfolgen oder in gedruckter Form erscheinen. Die Unterschriften der ermächtigten Person müssen handschriftlich erfolgen. Die Gesellschaft kann vorläufige Aktienzertifikate in einer vom Verwaltungsrat zu beschließenden Form ausgeben.

7.6 Aktien werden lediglich bei Annahme der Zeichnung und vorbehaltlich der Zahlung des Zeichnungspreises ausgegeben. Aktionäre müssen der Gesellschaft eine Anschrift mitteilen, an welche sämtliche Mitteilungen und Ankündigungen gerichtet werden können. Diese Anschrift wird in das Aktienregister eingetragen. Bei Miteigentum an den Aktien wird nur eine Anschrift eingetragen, und alle Mitteilungen werden ausschließlich an diese Anschrift gesandt.

7.7 Sofern ein Aktionär keine Anschrift angibt, kann die Gesellschaft es zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Aktienregister eingetragen wird. Als Anschrift des Aktionärs gilt in diesem Fall die Anschrift des eingetragenen Sitzes der Gesellschaft beziehungsweise eine andere von der Gesellschaft jeweils eingetragene Anschrift, und zwar solange, bis der Aktionär der Gesellschaft eine andere Anschrift mitteilt. Ein Aktionär kann zu jeder Zeit die im Aktienregister einge-

tragene Anschrift durch eine schriftliche Mitteilung an den Sitz der Gesellschaft oder an eine andere Adresse, welche von der Gesellschaft zu gegebener Zeit festgelegt wird, ändern.

7.8 Die Gesellschaft erkennt nur einen Berechtigten pro Aktie an. Sofern eine oder mehrere Aktien im gemeinsamen Eigentum mehrerer Personen steht/stehen oder wenn das Eigentum an einer Aktie strittig ist, kann die Gesellschaft, nach Ermessen des Verwaltungsrates und unter dessen Verantwortung, eine der Personen, welche eine Berechtigung an einer solchen Aktie behauptet, als rechtmäßigen Vertreter dieser Aktie gegenüber der Gesellschaft ansehen.

7.9 Berechtigter eine Zahlung von einem Zeichner zu einem Aktienbruchteil, wird dieser Aktienbruchteil im Aktienregister eingetragen. Solche Aktienbruchteile verleihen kein Stimmrecht, es sei denn, dass sie zusammengenommen eine volle Aktie ergeben; allerdings ist der Aktionär, soweit die Gesellschaft dies vorsieht, zu anteiligen Ausschüttungen berechtigt und im Falle einer Liquidation zu dem anteiligen Liquidationserlös.

8. Verlust oder Zerstörung von Aktienzertifikaten.

8.1 Sofern ein Aktionär zur Zufriedenheit der Gesellschaft nachweisen kann, dass sein Aktienzertifikat abhanden gekommen ist, beschädigt oder zerstört wurde, kann auf Antrag des Aktionärs ein Duplikat nach den Bedingungen und unter Stellung der Sicherheiten, wie dies von der Gesellschaft festgelegt wird, ausgegeben werden. Mit Ausgabe des neuen Aktienzertifikates, welches als Duplikat gekennzeichnet wird, verliert das ursprüngliche Aktienzertifikat, welches durch das neue ersetzt wird, seine Gültigkeit.

Z.2 Beschädigte Aktienzertifikate können von der Gesellschaft für ungültig erklärt und durch neue Zertifikate ersetzt werden. Die Gesellschaft kann nach eigenem Ermessen dem Aktionär die Kosten für die Erstellung eines Duplikates oder eines neuen Aktienzertifikates sowie sämtliche angemessenen Auslagen, welche von der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausgabe und der Eintragung dieses Zertifikates oder im Zusammenhang mit der Ungültigerklärung des ursprünglichen Aktienzertifikates getragen wurden, dem Aktionär auferlegen.

9. Erwerbsbeschränkungen für die Aktien.

9.1 Aktien der Gesellschaft dürfen nur von Sachkundigen Anlegern erworben werden und sind nur zwischen Geeigneten Anlegern frei übertragbar, soweit keine zusätzlichen Erwerbs- oder Übertragungsbestimmung, wie ggf. im Emissionsdokument dargelegt, verletzt werden. Falls der Verwaltungsrat feststellt, dass Aktien von nicht Sachkundigen Anlegern erworben wurden, können diese Aktien zwangsweise von der Gesellschaft zurückgekauft werden. Zudem hält sich der Verwaltungsrat das Recht vor, einen Teilfonds aufzulösen, falls er feststellen sollte, dass alle Aktien von nicht Sachkundigen Anlegern gehalten werden.

9.2 Die Gesellschaft kann jederzeit und nach freiem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen, die Ausgabe von Aktien zeitweilig einschränken, aussetzen oder vollständig einstellen, die Umschreibung im Aktienregister verweigern, oder Aktien zum Rückkaufpreis zwangsweise zurückkaufen, falls sie der Ansicht ist, dass dies im Interesse der Aktionäre ist oder zum Schutz der Gesellschaft oder der Aktionäre notwendig ist. In diesem Fall wird die Verwahrstelle unverzüglich Zahlungen auf nicht ausgeführte Zeichnungsanträge zinslos zurückerstatten. Insbesondere kann der Verwaltungsrat den Erwerb oder Besitz von Aktien eines jeden Teilfonds einschränken, um zu verhindern, dass ein solcher Erwerb oder Besitz eine Verletzung luxemburgischer oder ausländischer Rechtsgrundsätze zur Folge hätte oder soweit durch einen solchen Erwerb oder Besitz die Gesellschaft steuerlichen Verbindlichkeiten ausgesetzt ist oder mit anderen Nachteilen zu rechnen hat, denen sie andernfalls nicht ausgesetzt worden wäre.

9.3 Mit Abschluss der Rückkaufstransaktion endet das Eigentum des bisherigen Aktionärs. In der Folge wird der Name des Aktionärs aus dem Aktienregister gestrichen.

9.4 Der Verwaltungsrat erlaubt zudem keine «Market Timing» Praktiken. Solche Praktiken können die effiziente Verwaltung der Gesellschaft beeinträchtigen und sich nachteilig auf die Interessen der anderen Aktionäre und der Gesellschaft auswirken. Daher behält sich der Verwaltungsrat das Recht vor, Zeichnungsanträge zurückzuweisen, sofern bei einem Anleger der Verdacht auf «Market Timing» Praktiken besteht. Bei Verdacht auf «Market-Timing» Praktiken wird der Verwaltungsrat geeignete Maßnahmen ergreifen, um die übrigen Aktionäre der Gesellschaft zu schützen.

10. Befugnisse der Generalversammlung der Aktionäre.

10.1 Eine ordnungsgemäß gebildete Gesellschafterversammlung der Aktionäre vertritt die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft (Generalversammlung). Die Generalversammlung der Aktionäre kann über alle Angelegenheiten der Gesellschaft befinden. Ihr sind insbesondere folgende Beschlüsse vorbehalten:

- (i) Bestellung und Abberufung der Mitglieder des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers sowie die Festsetzung ihrer Vergütungen;
- (ii) Genehmigung des Jahresabschlusses;
- (iii) Entlastung des Verwaltungsrates;
- (iv) Beschluss über die Verwendung des Jahresergebnisses (unter Berücksichtigung der bereits vom Verwaltungsrat gezahlten Vorabauschüttungen);
- (v) Änderung der Satzung;
- (vi) Auflösung der Gesellschaft.

10.2 Die Aktionäre eines Teilfonds/einer Aktienklasse können zu jeder Zeit eine Gesellschafterversammlung abhalten, um über Vorgänge zu entscheiden, welche ausschließlich diesen Teilfonds/diese Aktienklasse betreffen.

10.3 Artikel 12 dieser Satzung findet entsprechende Anwendung sofern nicht die Gegebenheiten ein anderes Verfahren erforderlich machen.

11. Die ordentliche Generalversammlung der Aktionäre - Andere gesellschaftergeneralversammlungen.

11.1 Die ordentliche Generalversammlung der Aktionäre wird im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen im Einladungsschreiben angegebenen Ort in Luxembourg am dritten Dienstag im Monat Juni um 14 Uhr abgehalten.

11.2 Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag in Luxemburg, so findet die ordentliche Generalversammlung der Aktionäre am nächstfolgenden Bankarbeitstag statt. Andere Gesellschafterversammlungen der Aktionäre können an solchen Orten und zu solchen Zeiten in Luxembourg abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

12. Beschlussfähigkeit, Abstimmung und Einberufung.

12.1 Der Ablauf der Versammlungen der Aktionäre muss, soweit die vorliegende Satzung nichts anderes bestimmt, in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen erfolgen. Jede Aktie berechtigt, unabhängig vom Nettoinventarwert per Aktie innerhalb eines Teilfonds/einer Aktienklasse zu einer Stimme, im Einklang mit den Vorschriften des Luxemburger Rechts und dieser Satzung.

12.2 Jeder Aktionär kann sich aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, welche auch durch Telegramm oder Telefax erstellt werden kann, durch einen anderen Aktionär oder eine andere Person vertreten lassen.

12.3 Sofern das Gesetz oder die vorliegende Satzung nichts Gegenteiliges anordnen, werden die Entscheidungen der ordnungsgemäß einberufenen Gesellschafterversammlungen der Aktionäre durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und mitbestimmenden Aktionäre gefasst. Die Aktionäre können auch im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass die entsprechend teilnehmenden Personen identifiziert werden können, sowie dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung durchgehend einander hören und miteinander sprechen können, teilnehmen. Die Aktionäre, die auf diesem Wege an der Gesellschafterversammlung teilnehmen, gelten als anwesend im Sinne der vorstehenden Bestimmungen. Der Verwaltungsrat kann andere Bedingungen festlegen, welche die Aktionäre erfüllen müssen, um an den Gesellschafterversammlungen teilnehmen zu können.

12.4 Die Gesellschafterversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrates zusammen. Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, zusammentreten. Wird die Gesellschafterversammlung binnen eines Monats nach Antragstellung nicht abgehalten, so können die Aktionäre, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, die Benennung eines Bevollmächtigten durch den Vorsitzenden der Handelskammer des Luxemburger Bezirksgerichts verlangen, welcher dann die Einberufung der Gesellschafterversammlung veranlasst. Die Einberufung der Gesellschafterversammlung erfolgt in der gesetzlich vorgeschriebenen Form.

12.5 Aktionäre, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals repräsentieren, haben ferner das Recht, bis fünf Tage vor Abhaltung der einberufenen Gesellschafterversammlung, durch eingeschriebenen Brief weitere Punkte auf die Tagesordnung setzen zu lassen.

12.6 Sofern sämtliche Aktionäre der Gesellschaft anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß einberufen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Gesellschafterversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

12.7 Hat die Gesellschaft nur einen Anleger, so ist jeder Bezug auf die „Gesellschafterversammlung“ in der vorliegenden Satzung je nach Zusammenhang und soweit anwendbar als Bezug auf den „alleinigen Anleger“ zu verstehen und alle Befugnisse der Gesellschafterversammlung werden vom alleinigen Anleger ausgeübt.

13. Verwaltungsrat.

13.1 Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft besteht aus mindestens drei Mitgliedern, welche nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen. Der Verwaltungsrat wird von der Gesellschafterversammlung bestellt. Die Gesellschafterversammlung bestimmt die Dauer der Mandate der Verwaltungsratsmitglieder sowie die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder.

13.2 Der Verwaltungsrat wird von den Aktionären im Rahmen der jährlichen Gesellschafterversammlung für eine Amtsdauer von höchstens sechs Jahren durch die Mehrheit der anwesenden und vertretenen Aktionäre gewählt. Die Mitglieder des Verwaltungsrates können wieder gewählt werden. Die Gesellschafterversammlung kann ein Mitglied des Verwaltungsrates jederzeit, ohne Angabe von Gründen, aberufen. Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitgliedes können die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates die freie Stelle zeitweilig besetzen; die Aktionäre werden bei der nächsten Gesellschafterversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung treffen.

Sofern eine juristische Person zum Verwaltungsratsmitglied ernannt wurde, muss diese juristische Person einen permanenten Vertreter benennen, um die Funktion des Verwaltungsratsmitglieds im Namen der juristischen Person zu erfüllen. Dieser Vertreter unterliegt den gleichen Bedingungen und Pflichten und trägt die gleiche Haftung, als würde er die Aufgabe auf eigene Rechnung erfüllen, unabhängig von der gemeinsamen Haftung des Vertreters und der juristischen Person. Die juristische Person kann den Vertreter nicht zurückziehen ohne gleichzeitig einen neuen Vertreter zu benennen.

13.3 Der Verwaltungsrat bestellt einen alternativen Investmentfondsmanager im Sinne des Gesetzes von 2013 für die Gesellschaft. Der AIFM kann für die Gesellschaft die in Anhang I des Gesetzes von 2013 genannten Funktionen für die Gesellschaft übernehmen, insbesondere die Portfolioverwaltung und das Risikomanagement.

14. Verwaltungsratssitzungen.

14.1 Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und einen Stellvertreter bestimmen. Bei Gründung der Gesellschaft wird der erste Vorsitzende durch die erste Gesellschafterversammlung bestimmt. Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und in seiner Abwesenheit können die Aktionäre oder Mitglieder des Verwaltungsrates ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates mit der Leitung beauftragen.

14.2 Der Verwaltungsrat kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen erstellt und verwahrt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort in Luxembourg zusammen. Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden zu jeder Verwaltungsratssitzung wenigstens vierundzwanzig Stunden vor dem entsprechenden Datum schriftlich eingeladen. In Dringlichkeitsfällen jedoch muss diese Frist nicht eingehalten werden. Auf diese Einladung kann schriftlich von allen Verwaltungsratsmitgliedern verzichtet werden, wobei eine einstimmige Entscheidung erforderlich ist. Eine Mitteilung ist nicht notwendig, wenn jedes Verwaltungsratsmitglied bei der Sitzung anwesend oder ordnungsgemäß vertreten ist. Eine Mitteilung ist auch nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

14.3 Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung aufgrund schriftlicher Erklärung (Brief, Telefax, E-Mail oder ein ähnliches Kommunikationsmittel) durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied vertreten lassen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten. Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass die entsprechend teilnehmenden Personen identifiziert werden können, sowie dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung durchgehend einander hören und miteinander sprechen können, teilnehmen. Diese Teilnahme steht einer persönlichen durchgehenden Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

14.4 Der Verwaltungsrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind. Beschlüsse werden mit Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratsitzung das entscheidende Stimmrecht zu. Auf Veranlassung des Vorsitzenden oder eines Stellvertreters und im Einverständnis aller Mitglieder können Beschlüsse auch auf schriftlichem Wege gefasst werden (Umlaufbeschlüsse). Das Verfahren des Umlaufbeschlusses ist nur zulässig, wenn sich die Gesamtheit der Mitglieder des Verwaltungsrates mit dem Inhalt der vorgeschlagenen Beschlüsse einverstanden erklärt. Als schriftliche Beschlussfassung im Sinne eines Umlaufbeschlusses gelten ebenfalls die Stimmabgabe per Brief, Telefax, E-Mail oder per ähnlichem Kommunikationsmittel.

15. Interessenkonflikte.

15.1 Sofern ein Verwaltungsratsmitglied im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegen gesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied dem Verwaltungsrat dieses entgegen gesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen. Dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds auf der nächstfolgenden Gesellschafterversammlung berichtet. Falls ein Quorum des Verwaltungsrates wegen eines Interessenkonfliktes eines oder mehrerer Verwaltungsratsmitglieder nicht erreicht werden kann, werden die Beschlüsse durch eine Mehrheit der nicht betroffenen Verwaltungsratsmitglieder, welche bei einer solchen Verwaltungsratssitzung anwesend oder vertreten sind, getroffen.

15.2 Kein Vertrag oder anderes Geschäft zwischen der Gesellschaft und anderen Gesellschaften oder Unternehmen wird durch die Tatsache berührt oder ungültig, dass einer oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft ein persönliches Interesse an dem Vertrag oder anderen Geschäft haben oder Verwaltungsratsmitglieder, Gesellschafter, Teilhaber, Prokuristen oder Angestellte einer anderen Gesellschaft oder eines anderen Unternehmens sind.

15.3 Ein Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft, das gleichzeitig Funktionen als Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer oder Angestellter in einer anderen Gesellschaft oder Firma ausübt, mit der die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonst in Geschäftsverbindung tritt, ist aus dem alleinigen Grunde seiner Zugehörigkeit zu dieser Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert, zu allen Fragen bezüglich eines solchen Vertrags oder eines solchen Geschäfts seine Meinung zu äußern, seine Stimme abzugeben oder sonstige Handlungen vorzunehmen.

16. Protokolle der Verwaltungsratssitzungen.

16.1 Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei der anderen Verwaltungsratsmitglieder unterzeichnet. Jegliche Vollmachten werden an die Protokolle angeheftet.

16.2 Auszüge aus diesen Protokollen, welche zu Beweis Zwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

17. Befugnisse des Verwaltungsräte.

17.1 Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes auszuüben. Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung der Aktionäre vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

17.2 Der Verwaltungsrat vertritt die Gesellschaft gerichtlich und außergerichtlich.

17.3 Durch die gemeinschaftliche Zeichnung je zweier Verwaltungsratsmitglieder oder durch die gemeinschaftliche oder einzelne Unterschrift von Personen, welche hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden wird die Gesellschaft Dritten gegenüber wirksam verpflichtet.

17.4 Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte Ausschüsse bestellen und/oder einzelne Delegierte mit bestimmten Aufgaben ernennen.

17.5 Der Verwaltungsrat kann einer oder mehreren Personen seine Befugnis übertragen, die täglichen Geschäfte der Gesellschaft zu führen, sowie die Gesellschaft im Rahmen dieser Geschäftsführung zu vertreten. Die Übertragung dieser Befugnisse kann sowohl auf Mitglieder des Verwaltungsrates als auch auf Dritte, die nicht Aktionäre zu sein brauchen, erfolgen. Ferner kann der Verwaltungsrat Vollmachten für einzelne Geschäftsbereiche und Sondervollmachten für Einzelgeschäfte an seine Mitglieder oder an Dritte erteilen.

17.6. Der Verwaltungsrat hat die Befugnisse gem. Artikel 13.3 der Satzung.

18. Vergütung des Verwaltungsräte. Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Gesellschafterversammlung festgelegt. Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, werden zurückerstattet, es sei denn, diese sind durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds veranlasst worden.

19. Anlagepolitik.

19.1 Die Vermögenswerte sämtlicher Teilfonds sind nach dem Grundsatz der Risikostreuung und im Rahmen der Anlagepolitik und -grenzen, wie sie im Emissionsdokument und dem jeweiligen Teilfondsanhang beschrieben werden, anzulegen.

19.2 Der Verwaltungsrat ist für die Umsetzung der im Emissionsdokument festgelegten Anlagepolitik zuständig. Der Verwaltungsrat ist befugt, das Fondsmanagement auf einen externen AIFM auszulagern. Sofern ein AIFM bestellt ist, wird der AIFM unter Aufsicht des Verwaltungsrats die/den jeweiligen Teilfonds im Einklang mit dem Emissionsdokument, der Satzung und gemäß den Vorschriften des Luxemburger Rechts, insbesondere des Gesetzes von 2007 und des Gesetzes von 2013 in der jeweiligen Fassung und im Interesse der Aktionäre der Gesellschaft verwalten. Im Emissionsdokument der Gesellschaft können Beschränkungen oder Bedingungen festgelegt werden, welche durch den Verwaltungsrat und den gegebenenfalls bestellten AIFM beachtet werden müssen. Eine Änderung der im Emissionsdokument festgelegten Anlagepolitik eines bestimmten Teilfonds kann nur, auf Vorschlag des Verwaltungsrates, durch eine Gesellschafterversammlung der Aktionäre des betroffenen Teilfonds entschieden werden. Die Entscheidung betreffend die Änderung der Anlagepolitik wird durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und mitbestimmenden Aktionäre gefasst, wobei im Rahmen einer solchen Entscheidung zu beachten ist, dass die Gesellschaft konzeptionell als Investmentfonds i.S.v. § 1 Abs. 1b S. 2 des Deutschen Investmentsteuergesetzes ausgestaltet ist.

19.3. Der Verwaltungsrat kann sich zur Umsetzung der im Emissionsdokument festgelegten Anlagepolitik dritter Berater bzw. Anlageberater bedienen.

20. Wirtschaftsprüfer. Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer («réviseur d'entreprises agréé») geprüft, welcher von der Gesellschafterversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird. Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne des Gesetzes von 2007.

21. Ausgabe von Aktien.

21.1 Die Ausgabe von Aktien erfolgt grundsätzlich an dem im Emissionsdokument festgesetzten Bewertungstag. Wenn immer die Gesellschaft Aktien eines Teilfonds/einer Aktienklasse zur Zeichnung anbietet, so entspricht der Preis pro Aktie, zu welchem diese Aktien angeboten und verkauft werden, dem Nettoinventarwert des entsprechenden Teilfonds/der entsprechenden Aktienklasse, zuzüglich einer vom Verwaltungsrat festgelegten Gebühr für Steuern und Kosten (inklusive Stempel und andere Steuern, Taxen, behördliche Kosten, Maklerkosten, Bankkosten, Überweisungskosten, Eintragungs- und Zertifikatskosten und andere ähnliche Kosten) ("Handelskosten"), welche anfallen würden, wenn das sich im Besitz der Gesellschaft befindliche Vermögen, welches in Betracht gezogen werden müsste für eine Schätzung, gekauft werden müsste zu den in der Schätzung angenommenen Preisen, und unter der zusätzlichen Berücksichtigung aller anderen Faktoren, die nach Meinung des Verwaltungsrates berücksichtigt werden müssen, zuzüglich der in dem Emissionsdokument festgelegten Verkaufsgebühren. Die Vergütung jedes mit dem Verkauf dieser Aktien beauftragten Agenten wird aus dieser Gebühr bezahlt. Der auf diese Weise festgelegte Preis ist binnen einer Zeitspanne, die im Emissionsdokument dargelegt ist und vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit bestimmt werden kann, zahlbar.

21.2 Die Gesellschaft kann sich bereit erklären, Aktien gegen Einbringung einer Sacheinlage in Form von Beteiligungen an Gesellschaften, Investmentfonds, Wertpapieren oder sonstigen Vermögenswerten auszugeben, sofern die Beteiligungen

an Gesellschaften, Investmentfonds, Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerten mit den Anlagezielen und -strategien der Gesellschaft im Einklang stehen und nicht gegen Luxemburger Recht verstoßen. Insbesondere muss ein Bewertungsbericht durch den Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) erstellt werden.

22. Rücknahme von Aktien.

22.1 Die Gesellschaft ist berechtigt, ihre Aktien zu jedem Zeitpunkt in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Beschränkungen zurückzunehmen. Die Aktionäre können an jedem Bewertungstag das Recht zur Rückgabe ihrer Aktien ausüben. Unabhängig von allen Rücknahmebeschränkungen wird sichergestellt, dass eine Rücknahme der Anteile mindestens einmal pro Jahr gemäß § 1 Abs. 1b S. 2 Nr. 2 InvStG erfolgen kann. Jeder Aktionär kann (falls im Emissionsdokument vorgesehen) die Rücknahme aller oder eines Teiles seiner Aktien durch die Gesellschaft nach den Bestimmungen und dem Verfahren, welche vom Verwaltungsrat festgelegt werden, und innerhalb der vom Gesetz und dieser Satzung vorgesehenen Grenzen, verlangen. Rücknahmeanträge müssen in schriftlicher Form gestellt werden.

22.2 Der Rücknahmepreis pro Aktie wird innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist ausgezahlt, welche im Emissionsdokument veröffentlicht wird und voraussetzt, dass gegebenenfalls ausgegebene Aktienzertifikate und sonstige Unterlagen zur Übertragung von Aktien bei der Gesellschaft eingegangen sind. Der Rücknahmepreis entspricht, sofern im Emissionsdokument nicht anders vorgesehen, dem Nettoinventarwert pro Aktie des entsprechenden Teilfonds/der entsprechenden Aktienklasse gemäß Artikel 24 dieser Satzung, abzüglich Kosten und gegebenenfalls Provisionen entsprechend den vom Verwaltungsrat getroffenen Bestimmungen, welche im Emissionsdokument Erwähnung finden. Der Verwaltungsrat kann jederzeit, unter den Voraussetzungen des Artikels 9, Aktien zwangsweise zurückkaufen.

22.3 Sofern die Zahl oder der gesamte Nettoinventarwert von Aktien, welche durch einen Aktionär in einem Teilfonds/einer Aktienklasse gehalten werden, nach dem Antrag auf Rücknahme unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welcher gegebenenfalls vom Verwaltungsrat im Emissionsdokument festgelegt wurde, kann die Gesellschaft bestimmen, dass dieser Antrag als Antrag auf Rücknahme des gesamten Aktienbesitzes des Aktionärs in diesem Teilfonds/dieser Aktienklasse behandelt wird.

22.4 Der Verwaltungsrat hat das Recht, nach seinem alleinigen Ermessen (und unter Berücksichtigung der Interessen der verbleibenden Aktionäre) bei umfangreichen Rücknahmeanträgen (d. h., bei Rücknahmeanträgen, deren Wert einen im Emissionsdokument gegebenenfalls festgelegten Prozentsatz des Nettoinventarwertes eines Teilfonds übersteigt) die Anzahl der Aktien der einzelnen Rücknahmeanträge anteilig zu verringern. Soweit ein Antrag auf Grund der Ausübung der Befugnis zur anteiligen Verringerung an einem Bewertungstag nicht in vollem Umfang ausgeführt wird, muss er im Hinblick auf den nicht ausgeführten Teil so behandelt werden, als habe der Aktionär für den nächsten Bewertungstag einen weiteren Antrag gestellt. Solche Anträge werden gegenüber späteren Anträgen, soweit sie für die darauf folgenden Bewertungstage eingehen, vorrangig bearbeitet.

23. Zeitweilige Aussetzung der Nettoinventarwertberechnung sowie Ausgabe und Rücknahme von Aktien.

23.1 Der Verwaltungsrat ist in Abstimmung mit dem AIFM ermächtigt, die Bewertung der Nettovermögenswerte eines oder mehrerer Teilfonds und die Bewertung pro Aktie sowie die Ausgabe und die Rücknahme von Aktien in folgenden Fällen zeitweilig einzustellen:

(i) während der Zeit, in welcher eine Börse oder ein anderer Markt, an der/auf dem ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte eines oder mehrerer Teilfonds notiert ist oder gehandelt wird, geschlossen ist (außer an Wochenenden oder Feiertagen) oder der Handel an dieser Börse oder auf diesem Markt ausgesetzt oder eingeschränkt wurde;

(ii) in Notlagen, wenn ein oder mehrere Teilfonds über Vermögenswerte nicht verfügen kann/können, oder es für diesen oder diese Teilfonds unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Nettoinventarwertes ordnungsgemäß durchzuführen;

(iii) während einer Zeit, in welcher die gewöhnlich verwendeten Kommunikationsmittel oder Hilfsmittel für die Nettoinventarwertberechnung eines oder mehrerer Teilfonds oder für die Kursberechnung an den Börsen oder auf den Märkten, an/auf denen ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte eines oder mehrerer Teilfonds notiert ist/gehandelt wird, unterbrochen sind;

(iv) wenn die Gesellschaft Kenntnis davon hat, dass die Bewertung einiger Anlagen eines oder mehrerer Teilfonds, die sie zuvor zur Berechnung des Nettoinventarwertes eines oder mehrerer Teilfonds erhalten hatte, in einem wesentlichen Punkt falsch war und dies nach Auffassung des Verwaltungsrates der Gesellschaft eine Neuberechnung des entsprechenden Nettoinventarwertes rechtfertigt (jedoch unter der Bedingung, dass der Verwaltungsrat der Gesellschaft unter keinen Umständen zur Änderung oder Neuberechnung eines zuvor berechneten Nettoinventarwertes, aufgrund dessen Zeichnungen oder Rücknahmen vorgenommen worden sein können, verpflichtet ist).

23.2 Die Gesellschaft wird die Aktionäre in angemessener Weise über die Aussetzung unterrichten. Aktionäre, die einen Antrag auf Zeichnung oder Rücknahme von Aktien der betroffenen Teilfonds eingereicht haben, für welche die Nettoinventarwertermittlung ausgesetzt wurde, werden eingehend über den Anfang und das Ende der Aussetzungsperiode unterrichtet.

23.3 Unabhängig von allen Rücknahmebeschränkungen dieser Ziffer 23 wird sichergestellt, dass eine Rücknahme der Aktien mindestens einmal pro Jahr erfolgen kann, sofern nicht außergewöhnliche Umstände vorliegen, die eine Aussetzung unter Berücksichtigung der Interessen der Anleger erforderlich erscheinen lassen und keinen Verstoß gegen das Erfordernis des Rückgaberechts nach § 1 Abs. 1b S. 2 Nr. 2 des Deutschen Investmentsteuergesetzes darstellen.

24. Ermittlung des Nettoinventarwertes.

24.1 Der Nettoinventarwert der Gesellschaft entspricht zu jeder Zeit dem Nettoinventarwert der Gesamtheit der Teilfonds.

24.2 Der Aktienwert jedes Teilfonds/jeder Aktienklasse wird durch den AIFM in der Frequenz berechnet, die vom Verwaltungsrat bestimmt wird. Der Tag, an dem der Nettoinventarwert berechnet wird, wird in vorliegender Satzung als Bewertungstag bezeichnet.

24.3 Der Aktienwert wird in der Referenzwährung des jeweiligen Teilfonds/der jeweiligen Aktienklasse (welche im Emissionsdokument festgelegt ist) ausgedrückt und wird an jedem Bewertungstag ermittelt, indem das Nettovermögen des jeweiligen Teilfonds/der jeweiligen Aktienklasse, d. h. der Wert der Vermögenswerte abzüglich der diesem Teilfonds/dieser Aktienklasse zuzuordnenden Verbindlichkeiten, durch die Zahl der dann im Umlauf befindlichen Aktien dividiert wird. Der Aktienwert kann auf die nächste Untereinheit der jeweiligen Währung auf- oder abgerundet werden. Sofern seit Bestimmung des Aktienwertes wesentliche Veränderungen in der Kursbestimmung auf den Märkten, auf welchen ein wesentlicher Anteil der Vermögensanlagen eines jeweiligen Teilfonds gehandelt oder notiert sind, erfolgen, kann der AIFM im Interesse der Aktionäre und der Gesellschaft die erste Bewertung annullieren und eine weitere Bewertung vornehmen. Die Bewertung des Nettoinventarwertes der Aktien sämtlicher Teilfonds/Aktienklassen wird wie folgt vorgenommen:

24.4 Die Vermögenswerte der Gesellschaft beinhalten:

(i) Anteile an Organismen für gemeinsame Anlagen werden zum zuletzt festgestellten und erhältlichen Inventarwert, ggf. unter Berücksichtigung einer Rücknahmegebühr, bewertet.

(ii) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die an einer Wertpapierbörse notiert sind, werden zum letzten verfügbaren Kurs bewertet.

(iii) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die nicht an einer Wertpapierbörse notiert sind, die aber an einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden, werden zu dem letzten verfügbaren Kurs bewertet.

(iv) Wertpapiere und Geldmarktinstrumente, die weder an einer Börse notiert noch an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden zu ihrem jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn der AIFM nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertungsregeln festlegt.

(v) Bei Derivaten ist im Hinblick auf die Nettoinventarwertberechnung zu unterscheiden:

(a) An der Börse oder anderen geregelten Märkten gehandelte Derivate (wie z.B. Optionen) werden grundsätzlich zu deren letztverfügbaren Börsenkursen bzw. Marktpreisen bewertet.

(b) Die Bewertung von Derivaten, die nicht an einer Börse notiert sind (OTC-Derivate), erfolgt anhand unabhängiger Preisquellen. Sollte für ein Derivat nur eine unabhängige Preisquelle vorhanden sein, wird die Plausibilität dieses Bewertungskurses mittels Berechnungsmodellen, die vom AIFM und dem Wirtschaftsprüfer des AIFM anerkannt sind, auf der Grundlage des Verkehrswertes des Basiswertes, von dem das Derivat abgeleitet ist nachvollzogen.

(vi) Die auf Wertpapiere bzw. Geldmarktpapiere entfallenden anteiligen Zinsen werden mit einbezogen soweit sie sich nicht im Kurswert ausdrücken.

(vii) Alle anderen und zulässigen Vermögenswerte, sowie die vorgenannten Vermögenswerte, für die eine Bewertung gemäß der vorstehenden Bestimmungen nicht möglich oder durchführbar wäre, oder bei denen eine solche Bewertung nicht ihren angemessenen Wert wiedergeben würde, werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, der in gutem Glauben gemäß den vom Verwaltungsrat vorgeschriebenen Verfahren ermittelt wird.

Falls außergewöhnliche Umstände eintreten, welche die Bewertung gemäß der oben aufgeführten Kriterien unmöglich oder unsachgerecht werden lassen, ist die Gesellschaft ermächtigt, zeitweilig andere von ihr nach Treu und Glauben festgelegte, von Wirtschaftsprüfern nachvollziehbare Bewertungsregeln zu befolgen, um eine sachgerechte Bewertung zu erreichen.

24.5 Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten:

(i) sämtliche Darlehen, sämtliche aufgelaufene Zinsen aus Krediten der Gesellschaft (einschließlich Kreditaufnahmekosten) und andere anfällige Beträge;

(ii) sämtliche fällige oder anfallende Kosten (einschließlich Verwaltungs- und Managementgebühren, Beratungsgebühren, Verwahrstellengebühren, sonstige Vertretergebühren etc.), die der Gesellschaft zugeordnet werden;

(iii) sämtliche bekannte, gegenwärtige und zukünftige Verbindlichkeiten, einschließlich Zahlungsverbindlichkeiten auf Geld oder Sachwerte aus fälligen vertraglichen Verbindlichkeiten und festgelegte, aber noch nicht gezahlte Dividenden der Gesellschaft;

(iv) angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen und sonstige vom Verwaltungsrat genehmigte und angenommene Rückstellungen, sowie Rücklagen als Vorsorge für sonstige Verbindlichkeiten der Gesellschaft;

(v) sämtliche sonstige Verbindlichkeiten der Gesellschaft jeglicher Art, die in Übereinstimmung mit luxemburgischem Recht ausgewiesen werden;

(vi) Liquidationskosten für die Auflösung der Gesellschaft, sobald diese erkennbar ist.

24.6 Die Gesellschaft kann Verwaltungs- und sonstige Kosten regelmäßiger oder wiederkehrender Art auf der Grundlage geschätzter Zahlen für jährliche oder andere Perioden im Voraus ansetzen und kann diese in gleichen Raten über einen solchen periodischen Zeitraum zusammenfassen.

24.7 Die Vermögenswerte werden wie folgt zugeteilt:

(i) Das Entgelt aus der Ausgabe von Aktien eines Teilfonds/einer Aktienklasse wird in den Büchern der Gesellschaft dem entsprechenden Teilfonds/der entsprechenden Aktienklasse zugeordnet und der entsprechende Betrag wird den Anteil am Nettovermögen des Teilfonds/der Aktienklasse entsprechend erhöhen und Vermögenswerte und Verbindlichkeiten sowie Einkünfte und Aufwendungen werden dem jeweiligen Teilfonds/der jeweiligen Aktienklasse nach den Bestimmungen dieses Artikels zugeschrieben;

(ii) Vermögenswerte, welche auch von anderen Vermögenswerten abgeleitet sind, werden in den Büchern der Gesellschaft demselben Teilfonds/derselben Aktienklasse zugeordnet, wie die Vermögenswerte, von welchen sie abgeleitet sind und zu jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird die Werterhöhung oder Wertminderung dem entsprechenden Teilfonds/der entsprechenden Aktienklasse zugeordnet;

(iii) Sofern die Gesellschaft eine Verbindlichkeit eingeht, welche im Zusammenhang mit einem bestimmten Vermögenswert eines bestimmten Teilfonds/einer bestimmten Aktienklasse oder im Zusammenhang mit einer Handlung bezüglich eines Vermögenswertes eines bestimmten Teilfonds/einer bestimmten Aktienklasse steht, wird diese Verbindlichkeit dem entsprechenden Teilfonds/der entsprechenden Aktienklasse zugeordnet;

(iv) Wenn ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einem bestimmten Teilfonds/einer bestimmten Aktienklasse innerhalb eines Teilfonds zuzuordnen ist, so werden dieser Vermögenswert bzw. diese Verbindlichkeit allen Teilfonds/Aktienklassen innerhalb eines Teilfonds im Verhältnis des Nettovermögens der entsprechenden Teilfonds/Aktienklassen innerhalb eines Teilfonds oder in einer anderen Weise, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeteilt;

(v) Nach Zahlung von Ausschüttungen an die Aktionäre eines Teilfonds/einer Aktienklasse wird der Nettovermögenswert dieses Teilfonds/dieser Aktienklasse um den Betrag der Ausschüttungen vermindert. Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und ausulegen.

24.8 Im Zusammenhang mit den Regeln dieses Artikels gelten die folgenden Bestimmungen:

(i) Zur Rücknahme ausstehende Aktien der Gesellschaft gemäß Artikel 22 dieser Satzung werden als bestehende Aktien behandelt und bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt, der vom Verwaltungsrat an dem entsprechenden Bewertungstag, an welchem die jeweilige Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, berücksichtigt. Von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung des Rücknahmepreises durch die Gesellschaft besteht eine entsprechende Verbindlichkeit der Gesellschaft;

(ii) Auszugebende Aktien werden ab dem Zeitpunkt, der vom Verwaltungsrat an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem die Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, als ausgegebene Aktien behandelt. Von diesem Zeitpunkt an bis zum Erhalt des Ausgabepreises durch die Gesellschaft besteht eine Forderung zugunsten der Gesellschaft;

(iii) Alle Vermögensanlagen, Kassenbestände und sonstige Vermögenswerte, die auf andere Währungen als der Währung der jeweiligen Teilfonds lauten, werden zu den am Tag und zu dem Zeitpunkt der Aktienwertberechnung geltenden Marktkursen oder Devisenkursen bewertet;

(iv) An jedem Bewertungstag gelten folgende Grundsätze:

(A) Sofern die Gesellschaft die Verpflichtung zum Kauf eines Vermögenswertes eingegangen ist, wird der Wert der zu erbringenden Gegenleistung für diesen Vermögenswert als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und der Wert des zu erwerbenden Vermögenswertes wird als Vermögenswert der Gesellschaft ausgewiesen.

(B) Sofern die Gesellschaft sich verpflichtet hat, einen Vermögenswert zu veräußern, wird der Wert der Gegenleistung, welche die Gesellschaft für diesen Vermögenswert zu erhalten berechtigt ist, als Vermögenswert der Gesellschaft ausgewiesen, und der zu liefernde Vermögenswert wird nicht in den Aktiva der Gesellschaft ausgewiesen. Die vorstehenden Regeln stehen unter dem Vorbehalt, dass der Wert der vorerwähnten Gegenleistung bzw. des Vermögenswertes von der Gesellschaft geschätzt werden kann, sofern der genaue Wert oder die Art dieser Gegenleistung oder des Vermögenswertes an dem jeweiligen Bewertungstag nicht bekannt sind.

25. Rechnungsjahr - Jahresabschluss.

25.1 Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 01. Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember.

25.2 Die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung der Gesellschaft werden in Euro beziehungsweise in der oder den vom Verwaltungsrat bestimmten anderen Währungen erstellt.

25.3. Die Jahresabschlüsse der Gesellschaft werden in Euro aufgestellt. Der Jahresbericht wird auf Grundlage der allgemein anerkannten luxemburgischen Rechnungslegungsvorschriften unter entsprechender Anwendung der für Kapitalgesellschaften geltenden Vorschriften aufgestellt. Der Jahresbericht gibt Auskunft über das Gesellschaftsvermögen, die Geschäfts- und Investmenttätigkeit und die Anlageverwaltung der Gesellschaft. Er umfasst unter anderem den geprüften Jahresabschluss, eine Vermögensaufstellung der Gesellschaft, den Bericht des Wirtschaftsprüfers und die Berechnung des Wertes der Aktiva der Gesellschaft zum jeweiligen Geschäftsjahresende. Die Gesellschaft wird jeden Jahresabschluss innerhalb von sechs (6) Monaten nach Ende des Geschäftsjahres der Gesellschaft veröffentlichen.

25.4. Die sonstigen an die Aktionäre gemäß dem Gesetz von 2013 zur Verfügung zu stellenden Informationen werden im Emissionsdokument näher beschrieben.

26. Ausschüttungen.

26.1 Die Gesellschafterversammlung der Aktionäre wird auf Vorschlag des Verwaltungsrates und innerhalb der gesetzlichen Grenzen darüber entscheiden, wie die Erträge der Gesellschaft zu verwenden sind. Sie kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen erklären oder den Verwaltungsrat hierzu ermächtigen. Es kann keine Ausschüttung vorgenommen werden, falls durch eine solche Ausschüttung das Gesellschaftskapital unter das vom Gesetz festgelegte Mindestkapital fällt. Bei der Bestimmung des auszuschüttenden Betrages ist auf eine angemessene Liquiditätsreserve zur Bestreitung der Kosten und Ausgaben der Gesellschaft zu achten.

26.2 Des Weiteren kann der Verwaltungsrat Zwischen- bzw. Vorabauschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen.

26.3 Ausschüttungen können in der Referenzwährung des jeweiligen Teilfonds/der jeweiligen Aktienklasse oder in einer Währung, zu einem Zeitpunkt und an einem Ort ausbezahlt werden, wie dies der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit bestimmt. Der Verwaltungsrat kann unbare Ausschüttungen an der Stelle von Barauschüttungen innerhalb der Voraussetzungen und Bedingungen, wie sie vom Verwaltungsrat festgelegt werden, beschließen.

26.4 Jegliche Ausschüttung, welche nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Erklärung eingefordert wird, verfällt zugunsten der entsprechenden Aktienklasse/des entsprechenden Teilfonds. Auf Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft erklärt und für die Berechtigten zur Verfügung gehalten werden, erfolgen keine Zinszahlungen.

26.5 Die Zahlung von Ausschüttungen an die Aktionäre erfolgt an deren im Aktienregister eingetragene Adressen.

27. Auflösung und Liquidierung der Gesellschaft.

27.1 Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Gesellschafterversammlung und vorbehaltlich des Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 29 dieser Satzung aufgelöst werden. Sofern das Gesellschaftskapital unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftskapitals gemäß Artikel 6 dieser Satzung fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Verwaltungsrat der Gesellschafterversammlung vorgelegt. Die Gesellschafterversammlung, welche ohne Quorum entscheiden kann, wird mit der einfachen Mehrheit der auf der Gesellschafterversammlung vertretenen Aktien entscheiden.

27.2 Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird des Weiteren der Gesellschafterversammlung vorgelegt, sofern das Gesellschaftskapital unter ein Viertel des Mindestgesellschaftskapitals gemäß Artikel 6 dieser Satzung fällt; in diesem Falle wird die Gesellschafterversammlung ohne Quorumfordernis abgehalten und die Auflösung kann durch die Aktionäre entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Gesellschafterversammlung vertretenen stimmberechtigten Aktien halten.

27.3 Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Nettogesellschaftsvermögen unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Minimums gefallen ist, abgehalten wird.

27.4 Die Liquidation wird durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt, welche ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können und ordnungsgemäß von der Aufsichtsbehörde genehmigt und von der Gesellschafterversammlung ernannt werden müssen. Letztere bestimmt auch über Befugnisse und Vergütung der Liquidatoren. Im Falle einer Auflösung wird der/werden die Liquidator/en die Vermögenswerte der Gesellschaft unter Wahrung der Interessen der Aktionäre verwerten, und die Verwahrstelle wird den Nettoliquidationserlös (nach Abzug sämtlicher Kosten der Liquidation) auf Anweisung des/der Liquidators/Liquidatoren an die Aktionäre der einzelnen Aktienklassen/Teilfonds im Verhältnis ihrer jeweiligen Rechte verteilen. Gemäß den Vorschriften des Luxemburger Rechts wird der Liquidationserlös für Aktien, die nicht zur Rückzahlung eingereicht wurden, nach Abschluss der Liquidation bei der «Caisse de Consignation» verwahrt. Werden diese nicht eingefordert, verfallen sie nach 30 Jahren.

28. Auflösung oder Verschmelzung von Teilfonds.

28.1 Sofern aus irgendeinem Grund der Gesamtnettoinventarwert eines Teilfonds unter den Wert gefallen ist oder den Wert nicht erreicht hat, der vom Verwaltungsrat als Mindestwert für eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung dieses Teilfonds festgesetzt wurde, sowie im Falle einer wesentlichen Änderung im politischen, wirtschaftlichen oder geldpolitischen Umfeld oder im Rahmen einer Rationalisierung, kann der Verwaltungsrat beschließen, alle Aktien des entsprechenden Teilfonds zum Aktienwert (unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungskurse und Realisierungskosten der Anlagen) des Bewertungstages oder -zeitpunktes, zu welchem der entsprechende Beschluss wirksam wird, zurückzunehmen und den Teilfonds aufzulösen.

28.2 Die Gesellschaft wird die Aktionäre von Aktien des entsprechenden Teilfonds vor dem Wirksamkeitszeitpunkt der Auflösung entsprechend in Kenntnis setzen, wobei die Gründe und das Verfahren für die Auflösung aufgeführt werden. Die Aktionäre werden schriftlich informiert.

28.3 Vorbehaltlich einer anderweitigen Entscheidung im Interesse der Aktionäre oder zur Wahrung der Gleichbehandlung aller Aktionäre können die Aktionäre des betreffenden Teilfonds die Rücknahme ihrer Aktien vor Wirksamwerden der Auflösung weiterhin kostenfrei beantragen (allerdings unter Berücksichtigung der tatsächlichen Realisierungskurse und Realisierungskosten der Anlagen).

28.4 Nach Abschluss der Liquidation eines Teilfonds verbleiben die Liquidationserlöse für Aktien, die nicht eingereicht wurden, für eine Frist von höchstens neun Monaten ab dem Datum des Auflösungsbeschlusses des Verwaltungsrates bei der Verwahrstelle; danach werden die übrigen Liquidationserlöse bei der «Caisse de Consignation» hinterlegt.

28.5 Alle zurückgenommenen Aktien werden gelöscht.

28.6 Unter denselben Umständen wie im ersten Absatz geschildert, kann der Verwaltungsrat beschließen, die Vermögenswerte eines Teilfonds einem anderen bestehenden Teilfonds der Gesellschaft oder einem anderen OGA oder einem anderen Teilfonds innerhalb eines solchen OGA, zuzuteilen und die Aktien der betroffenen Teilfonds als Aktien eines anderen Teilfonds (nach einer Aufteilung oder Konsolidierung, soweit erforderlich und der Auszahlung der Aktienbruchteile an die Aktionäre) neu zu bestimmen.

28.7 Diese Entscheidung wird den Aktionären in derselben Weise wie im ersten Absatz beschrieben einen Monat vor ihrer Wirksamkeit mitgeteilt, wobei die Mitteilung Angaben zu dem neuen Teilfonds enthalten wird, um den Aktionären während dieser Frist die kostenfreie Rücknahme ihrer Aktien zu ermöglichen.

28.8 Die Einbringung der Vermögenswerte und Verbindlichkeiten eines Teilfonds in einen «fonds commun de placement» oder in einen Investmentfonds, der nicht in Luxemburg seinen Gesellschaftssitz hat, erfolgt nur in Bezug auf die Aktien von Aktionären, die dieser Einbringung zugestimmt haben.

28.9 Die Auflösung und Verschmelzung eines Teilfonds kann jedoch auch, auf Vorschlag des Verwaltungsrates, durch eine Gesellschafterversammlung der Aktionäre der betroffenen Teilfonds entschieden werden. Die Entscheidung betreffend die Auflösung oder Verschmelzung wird durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und mitbestimmenden Aktionäre gefasst.

29. Änderungen der Satzung. Die Satzung kann durch eine Gesellschafterversammlung der Aktionäre, welche den Quorum und Mehrheitserfordernissen des Gesetzes von 1915 entsprechen, geändert werden. Jede Änderung, welche die Rechte der Aktionäre eines Teilfonds gegenüber denen eines anderen Teilfonds beeinträchtigt, unterliegt ebenfalls den genannten Quorum- und Mehrheitserfordernissen hinsichtlich jedes Teilfonds.

30. Verwahrstelle. In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Verwahrstellenvertrag gemäß dem Gesetz von 2013 mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor (Verwahrstelle) abschließen. Die Verwahrstelle wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies im Gesetz von 2007 sowie im Gesetz von 2013 sowie in dem sonstigen anwendbaren Luxemburger Recht vorgesehen ist.

31. Anwendbares recht. Die Gesellschaft unterliegt ausschließlich Luxemburger Recht.

Die Gesellschaft unterliegt dem Gesetz von 2007 und dem Gesetz von 1915, in ihrer jeweils gültigen Fassung, sowie dieser Satzung. Im Falle inhaltlicher Widersprüche gehen die Regelungen in der Satzung den Regelungen im Emissionsdokument vor.

32. Begriffsbestimmungen. Maskuline Bezeichnungen dieser Satzung schließen die korrespondierende feminine Bezeichnung ein und Bezüge auf Personen oder Aktionäre erfassen auch juristische Personen, Personengemeinschaften oder sonstige organisierte Personenvereinigungen, unabhängig davon, ob sie Rechtspersönlichkeit besitzen oder nicht.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt den Sitz der Gesellschaft nach 15, rue de Flaxweiler L-6776 Grevenmacher zu verlegen sowie die entsprechende Anpassung des Artikel 5.1 der Gesellschaftssatzung vorzunehmen welcher sodann wie folgt lautet:

„**5.1.** Der Gesellschaftssitz befindet sich in der Gemeinde Grevenmacher, Großherzogtum Luxemburg. Er kann zu jeder Zeit, durch Beschluss einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung, in irgendeine andere Ortschaft des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden. Die Adresse des Gesellschaftssitzes kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb der Gemeinde des Gesellschaftssitzes verlegt werden.“

Dritter Beschluss

Eine Abstimmung zum Tagesordnungspunkt Sonstiges findet nicht statt.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt der Vorsitzende die Generalversammlung für geschlossen.

WORÜBER URKUNDE, geschehen und aufgenommen zu Esch-sur-Alzette, 5, rue Zénon Bernard, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung des Vorgeschehenen an die Komparenten, welche dem unterzeichneten Notar durch Familiennamen, Vornamen, Zivilstatus und Wohnort bekannt sind, haben die Mitglieder des Versammlungsrates gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: S. Bernard, C. Ramier, Jean-Paul Meyers.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 02 juillet 2015. Relation: EAC/2015/15429. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): Monique Halsdorf.

AUSFERTIGUNG GEMÄSS GLEICHLAUTENDER URKUNDE, Ausgestellt auf Stempelfreiem Papier zwecks Eintragung beim Gesellschaftsregister und Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, den 2ten Juli 2015.

Jean-Paul MEYERS.

Référence de publication: 2015123346/719.

(150133243) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2015.

Ashmore Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 6, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 90.279.

L'Assemblée Générale Annuelle des actionnaires tenue le 29 avril 2015 a adopté les résolutions suivantes:

1. L'Assemblée a réélu Monsieur Steve David (demeurant 6, rue Lou Hemmer, L-1748 Senningerberg), Monsieur Claude Kremer (demeurant au Grand-Duché de Luxembourg), Monsieur Steve Hicks (demeurant à 61 Aldwych, London, WC2B 4AE, Royaume-Uni), Monsieur John Gregory (demeurant à 61 Aldwych, London, WC2B 4AE, Royaume-Uni) ainsi que Monsieur Dennis Robertson (demeurant à 25, rue Gaaschtbiert, L-8320 Mamer) au poste d'administrateurs de la société pour une période d'un an se terminant à la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2016.

2. L'Assemblée a décidé de renouveler le mandat de KPMG Audit dans sa fonction de réviseur d'entreprises pour une période d'un an se terminant à l'assemblée générale annuelle se tenant en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ASHMORE SICAV

Northern Trust Luxembourg Management Company S.A.

Référence de publication: 2015079097/18.

(150090920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

BCEE Asset Management, Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 6A, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 98.746.

Extrait des Résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire du 12 mai 2015

Nominations statutaires

L'Assemblée constate que lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 13 mai 2014, le terme du mandat des Administrateurs a été fixé jusqu'à la présente Assemblée Générale.

Le mandat des Administrateurs venant à échéance, l'Assemblée procède à la nomination des membres suivants au Conseil d'Administration pour un terme d'un an jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en mai 2016:

M. Michel BIREL

M. Gilbert ERNST

M. Jean-Claude FINCK

M. Pit HENTGEN

M. Norbert NICKELS

L'Assemblée constate que le mandat du Réviseur d'Entreprises, ERNST & YOUNG S.A., a été fixé jusqu'à la présente Assemblée Générale.

Le mandat venant à échéance, l'Assemblée procède à la nomination du Réviseur d'Entreprises ERNST & YOUNG S.A. pour un terme d'un an jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en mai 2016.

Luxembourg, le 12 mai 2015.

Certifié sincère et conforme

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG

Référence de publication: 2015081116/25.

(150093442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

Azienda Agricola Roda Soparfin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 141.362.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement commercial VI no 528/15 du 21 mai 2015, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième section, siégeant en matière commerciale, a prononcé la dissolution et ordonné la liquidation de la société anonyme

AZIENDA AGRICOLA RODA SOPARFIN S.A. en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée.

Ledit jugement a nommé juge-commissaire Madame Anita LECUIT, juge au tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, et désigné comme liquidateur Maître Laurent BIZZOTTO, avocat, demeurant à Luxembourg.

Les créanciers sont invités à déposer leurs déclarations de créances au greffe du tribunal de commerce de ce siège avant le 12 juin 2015.

Luxembourg, le 28 mai 2015.

Pour extrait conforme

Laurent BIZZOTTO

Le liquidateur

Référence de publication: 2015079117/20.

(150090521) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

C. Uno (C1) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1117 Luxembourg, 34, rue Albert 1er.

R.C.S. Luxembourg B 183.281.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue de manière extraordinaire le 29 mai 2015 à 9.30 heures

Extrait des résolutions

4- L'assemblée générale extraordinaire accepte et ratifie la démission de M. Alexandre VANCHERI de sa charge d'administrateur de la société avec effet à la date de la présente (...);

5- L'assemblée générale extraordinaire décide de nommer aux fonctions d'administrateur Madame Anique BOURKEL, adresse professionnelle 34, rue Albert 1^{er}, L-1117 Luxembourg, qui accepte avec effet à la date de la présente et jusqu'à l'assemblée générale ordinaire à être tenue en 2016;

6- L'assemblée générale extraordinaire renouvelle les mandats des autres administrateurs, de l'administrateur -délégué et du commissaire aux comptes, à savoir:

administrateurs:

- Michel BOURKEL, adresse professionnelle 34, rue Albert 1^{er}, L-1117 Luxembourg;

- Bernards KLEIN, adresse professionnelle 34, rue Albert 1^{er}, L-1117 Luxembourg;

administrateur-délégué:

- Michel BOURKEL, adresse professionnelle 34, rue Albert 1^{er}, L-1117 Luxembourg;

commissaire aux comptes:

- Fiduciaire Centra Fides S.A., 33, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, RCS Luxembourg B39.844; qui tous acceptent, pour l'exercice 2015 et jusqu'à l'assemblée générale annuelle à être tenue en 2016.

Référence de publication: 2015081142/25.

(150092774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

I.L.L. Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 153.141.

Extrait des résolutions de l'associé unique

En date du 19 mai 2015, l'associé unique a décidé de révoquer Monsieur Wilfred VAN DAM en tant que gérant de la société, et ce avec effet au 1^{er} juin 2015.

En cette même date, l'associé unique a décidé de nommer les personnes suivantes en tant que gérants de la société, et ce avec effet au 1^{er} juin 2015 et pour une durée indéterminée:

- Monsieur Giuseppe DI MODICA, né le 31 mai 1974 à Enna, Italie, avec adresse professionnelle au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg; et

- Monsieur Andrew O'SHEA, né le 13 août 1981 à Dublin, Irlande, avec adresse professionnelle au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.

Le conseil de gérance se compose désormais comme suit:

- Madame Virginie DOHOGNE;
- Monsieur Johan DEJANS;
- Monsieur Giuseppe DI MODICA;
- Monsieur Hugo FROMENT;
- Monsieur Andrew O'SHEA;
- Monsieur Hille-Paul SCHUT;
- Monsieur Douwe TERPSTRA;
- Monsieur Joost TULKENS.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juin 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015080463/29.

(150092451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juin 2015.

Callaghan Square (Luxembourg) Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 53.375,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 163.720.

—

Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 11 mai 2015, l'associé unique a décidé de renouveler le mandat de réviseur d'entreprises agréé de KPMG Luxembourg, avec siège social au 39, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2015 et qui se tiendra en 2016;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 mai 2015.

Référence de publication: 2015079190/14.

(150090767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Nov Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 141.793.

—

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 1^{er} février 2015

L'assemblée générale des actionnaires décide de transférer le siège social de la société du 54, Boulevard Napoléon 1^{er} à L-2210 Luxembourg au 4, rue Jean-Pierre Brasseur à L-1258 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015079757/13.

(150091574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

AltaFund Invest IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 162.491.

—

In the year two thousand and fifteen, on the eighteenth day of May,

Before Maître Danielle KOLBACH, Notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED

I. AltaFund Holding S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 2-8, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B.160421, currently holding all of the shares in the Company's share capital (the "Sole Shareholder"),

here represented by Sara Lecomte, private employee, with professional address in Redange-sur-Attert, by virtue of a proxy, given on 6 May 2015.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

II. Such appearing party is the sole shareholder of AltaFund Invest IV S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (*société à responsabilité limitée*), having its registered office at 2-8, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B.162491, incorporated pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg dated 22 July 2011, whose articles of incorporation (the "Articles") have been published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* on 6 October 2011, page 115010, number 2397. The Articles have not yet been amended.

III. Article 200-2 of the Luxembourg law on commercial companies of 10 August 1915, as amended ("Article 200-2") provides that a sole shareholder of a *société à responsabilité limitée* shall exercise the powers of the general meeting of shareholders of the Company and the decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

IV. The Sole Shareholder, acting in its capacity of sole shareholder of the Company, hereby passes the following written resolution in accordance with Article 200-2:

Sole resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 10 of the Articles, so that it shall read as follows:

" **10. Representation.** Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the following are authorised to represent and/or bind the Company:

10.1 if the Company has a Sole Manager, the Sole Manager;

10.2 if the Company has more than one Manager, the joint signature of any two Managers;

10.3 any person to whom such power has been delegated in accordance with Article 11."

V. Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed at nine hundred Euros (EUR 900.-).

Whereof the present deed is drawn up in Redange-sur-Attert, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the Sole Shareholder and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party known to the notary by his/her name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the Sole Shareholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le dix-huitième jour de mai;

Par-devant Maître Danielle KOLBACH, Notaire résidant à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

I. AltaFund Holding S.à r.l., une *société à responsabilité limitée* constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, 2-8, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B.160421, détenant la totalité des parts sociales de la Société (l'"Associé Unique"),

ici représentée par Sara Lecomte, résidant professionnellement à Redange-sur-Attert, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 6 mai 2015.

Laquelle procuration signée *ne varietur* par le mandataire de la comparante et par le notaire restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

II. Laquelle comparante est l'associé unique d'AltaFund Invest IV S.à r.l. (la "Société"), une *société à responsabilité limitée* constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-8, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B.162491, constituée en vertu d'un acte reçu par Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 22 juillet 2011, dont les statuts (les "Statuts") ont été publiés au *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* le 6 octobre 2011, page 115010, numéro 2397. Les Statuts n'ont pas encore été modifiés.

III. L'Article 200-2 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 dans sa version coordonnée (l'"Article 200-2") dispose qu'un associé unique d'une *société à responsabilité limitée* exerce les pouvoirs de l'assemblée générale des associés de la Société et que les décisions de l'associé unique sont documentées dans un procès-verbal ou rédigées par écrit.

IV. L'Associé Unique, agissant dans sa capacité d'associé unique de la Société, adopte par la présente la résolution écrite suivante conformément à l'Article 200-2:

Résolution unique

L'Associé Unique décide de modifier l'article 10 des Statuts, lequel sera désormais rédigé comme suit:

" **10. Représentation.** Sous réserve des dispositions de la Loi Luxembourgeoise et des présents Statuts, les personnes suivantes sont autorisées à représenter et/ou à lier la Société:

10.1 Si la Société est administrée par un Gérant Unique, le Gérant Unique;

10.2 En cas de pluralité de Gérants, la signature conjointe de deux Gérants;

10.3 Toute personne à qui un tel pouvoir aura été délégué conformément à l'Article 11."

V. Frais et acte notarié

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges de quelque forme que ce soit qui devront être supportés par la Société comme résultant du présent acte sont estimés à approximativement neuf cents euros (EUR 900,-).

Cet acte notarié a été dressé à Redange-sur-Attert, le jour mentionné au début de ce document.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que le présent acte est rédigé en anglais suivi par une version française, et qu'à la demande de l'Associé Unique, en cas de divergence entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fera foi.

Ce document ayant été lu au mandataire de la partie comparante, qui est connu par le notaire soussigné par son nom de famille, prénom, état civil et résidence, le mandataire de l'Associé Unique et le notaire soussigné ont ensemble signé cet acte.

Signé: S.LECOMTE, D.KOLBACH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils le 21 mai 2015. Relation: DAC/2015/8558. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): J.THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 29 mai 2015.

Référence de publication: 2015079013/95.

(150091239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Sierra Wireless Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 11.349.501,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 141.993.

—
Par résolutions signées en date du 12 mai 2015, l'associé unique a décidé de nommer Gregory Ricci, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mai 2015.

Référence de publication: 2015079876/13.

(150090781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Ethilux S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-3961 Ehlange, 7B, am Brill.

R.C.S. Luxembourg B 147.153.

—
L'an deux mille quinze,

Le treize mai,

Par devant Maître Carlo GOEDERT, notaire de résidence à Dudelange.

A comparu:

Monsieur Bernard WEILAND, commerçant, né à Amnéville (France) le 13 février 1955, demeurant à F-57120 Rombas, 5, rue de l'Usine.

Lequel comparant a exposé au notaire instrumentaire ce qui suit:

Le comparant est le seul associé de la société à responsabilité limitée «ETHILUX S.à r.l.», établie et ayant son siège social à L-3225 Bettembourg, 144, Zone Industrielle Scheleck I, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 147 153, constituée suivant acte reçu par Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à

Luxembourg, en date du 2 juillet 2009, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 1517 du 6 août 2009.

Ceci exposé, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social, a déclaré vouloir se considérer comme dûment convoqué en assemblée générale extraordinaire et, sur ordre du jour conforme dont il reconnaît avoir eu connaissance parfaite dès avant ce jour, a pris la résolution unique suivante:

Résolution unique

L'assemblée générale décide de transférer le siège de la Société de L-3225 Bettembourg, 144, Zone Industrielle Scheleck I, à L-3961 Ehlange, 7B, Am Brill, et de modifier par conséquent l'article cinq, premier alinéa, des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5. Alinéa premier.** Le siège social est établi à Ehlange.»

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la Société du chef de cette assemblée générale à environ sept cents euros (700.-€).

DONT ACTE, fait et passé à Dudelange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: B. WEILAND, C. GOEDERT.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 20 mai 2015. Relation: EAC/2015/11179. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 22 mai 2015.

C. GOEDERT.

Référence de publication: 2015079368/40.

(150091289) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Asia Pacific Performance, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 50.269.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue à Luxembourg le 28 avril 2015

L'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

1. de réélire Messieurs Daniel Thierry, Vincent Planche, Jean-Michel Gelhay, Jean-Luc Neyens, Frédéric Adam, Gaël Dupont et Raphaël Gaillard, en qualité d'administrateurs pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2016,

2. de réélire KPMG Luxembourg, Société Coopérative, avec siège social au 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, en qualité de Réviseur d'Entreprises pour le terme d'un an, prenant fin à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2016.

Luxembourg, le 28 mai 2015.

Pour ASIA PACIFIC PERFORMANCE

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliaire

Référence de publication: 2015079099/18.

(150091555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

AWP Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée,

(anc. Luxarya S.à r.l.).

Siège social: L-3450 Dudelange, 7-9, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 163.079.

L'an deux mille quinze, le dix-huit mai.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU

1.- Monsieur Arkadii GRASHCHENKOV, gérant de sociétés, né à Vladimir, (Russie) le 22 mai 1971 demeurant à L-3450-Dudelange, 7-9 rue du Commerce,

agissant tant en son nom personnel qu'en sa qualité de mandataire de

2.- Monsieur Andrii KUSHCHENKO, indépendant, né à Lugansk (Ukraine), le 19 juillet 1979, demeurant à 80361 Kiev, 34/45 Ulrika Radyanska (Ukraine), ici représenté en vertu d'une procuration lui délivrée, laquelle après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes.

Lesquelles personnes comparantes, agissant comme ci-avant, ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée LUXARYA S.à r.l. avec siège social à L-1420 Luxembourg, 274, avenue Gaston Diderich, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 163.079, a été constituée suivant acte reçu par Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg en date du 17 août 2011 publié au Mémorial C numéro 2504 du 17 octobre 2011.

- Que les personnes comparantes sont les seules et uniques associés de ladite société et qu'elles se sont réunies en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de changer la dénomination de la Société en AWP LUX S.à r.l., et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 2.** La société à responsabilité limitée prend la dénomination AWP LUX S.à r.l., (ci-après la «Société»).»

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'objet social de la Société et décide en conséquence de modifier l'article 3 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 3.** La société a pour objet la prestation de services et intermédiation en matière de commerce de produits manufacturés et non manufacturés.

La société a également pour objet toutes activités commerciales, en accord avec les dispositions de la loi du 9 juillet 2004, modifiant la loi modifiée du 28 décembre 1988 concernant le droit d'établissement et réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

La Société a encore pour objet l'achat, la vente, la location et la mise en valeur de biens mobiliers et immobiliers pour compte propre.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La société peut réaliser toutes opérations mobilières, financières ou industrielles, commerciales, liées directement ou indirectement à son objet et avoir un établissement commercial ouvert au public.»

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de transférer l'adresse du siège social à L-3450 Dudelange, 7-9, rue du Commerce, et décide en conséquence de modifier l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le siège social est établi dans la Commune de Dudelange.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.»

Evaluation des frais

Tous les frais et honoraires du présent acte incombant à la société sont évalués à la somme de 900,- EUR.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au représentant légal de la comparante, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Arkadii GRASHCHENKOV, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 20 mai 2015. Relation GAC/2015/4271. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERRET.

Référence de publication: 2015078642/57.

(150090141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2015.

MFB International Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 258.320.595,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 182.082.

Extrait de la résolution des associés de la Société en date du 22 mai 2015

En date du 22 mai 2015, les associés de la Société ont pris les résolutions suivantes:

Rayer le mandat de:

- Monsieur Michael S. Ryan, en tant que gérant de la classe A, avec effet au 11 mai 2015,

Prend acte de la démission de:

- Monsieur Frank L. Weidema, en tant que gérant de la classe B, avec effet au 21 mai 2015.

De nommer les personnes suivantes:

- Monsieur Scott M. Lewis, né le 19 octobre 1970 à North Carolina, Etats-Unis, avec adresse professionnelle à 1000 East Hanes Mill Road, 27105 Winston Salem, North Carolina, United States of America, en tant que nouveau gérant de classe A de la Société avec effet à 12 mai 2015 et pour une durée indéterminée,

- Monsieur Robert H. Hessing, née le 14 août 1966 à Apeldoorn, Pays-Bas, avec adresse professionnelle à 33 rue du Puits Romain, 8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que nouveau gérant de classe B de la société avec effet au 22 mai 2015 et pour une durée déterminée.

Depuis le 22 mai 2015, le conseil de gestion de la Société se compose des personnes suivantes:

Gérants de classe A:

Monsieur Joia M. Johnson

Monsieur Scott M. Lewis

Monsieur Donald F. Cook

Gérants de classe B:

Monsieur Faruk Durusu

Monsieur Robert H. Hessing

Monsieur Philippe van den Avenne

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mai 2015.

Un mandataire

Référence de publication: 2015079701/33.

(150091312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Auxiliaire des P.M.E., Société Anonyme.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 58, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 30.718.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle du 24 avril 2015

Cinquième résolution

Est nommé administrateur:

- Monsieur Emmanuel GREGORIS, demeurant 10, rue de Cantevanne F-57330 KANFEN.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2016.

Sixième résolution

Est nommé commissaire aux comptes pour une durée d'un exercice:

- Monsieur Paul LAPLUME, ayant son siège social 42, rue des Cerises L-6113 JUNGLINSTER.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2016.

Luxembourg, le 07 mai 2015.

Pour le conseil d'administration

Signatures

Référence de publication: 2015079106/19.

(150091259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

**AWP Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Luxarya S.à r.l.).**

Siège social: L-3450 Dudelange, 7-9, rue du Commerce.
R.C.S. Luxembourg B 163.079.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 28 mai 2015.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2015079115/11.

(150090891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

BAEV Vienna 3 S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 186.417.

Extrait des résolutions prises par le Conseil d'Administration en date du 26 mai 2015

Le Conseil d'Administration a décidé de transférer le siège social de la société avec effet au 1471 26 mai 2015 du 2, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg au 412F, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015079141/12.

(150091279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

DBA Lux Finance, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 111.221.

Extrait de la résolution de l'associé unique de la Société en date du 22 mai 2015

En date du 22 mai 2015, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

Rayer le mandat de:

- Monsieur Michael S. Ryan, en tant que gérant de la classe A, avec effet au 11 mai 2015,

Prend acte de la démission de:

- Monsieur Frank L. Weidema, en tant que gérant de la classe B, avec effet au 21 mai 2015.

De nommer les personnes suivantes:

- Monsieur Scott M. Lewis, né le 19 octobre 1970 à North Carolina, Etats-Unis, avec adresse professionnelle à 1000 East Hanes Mill Road, 27105 Winston Salem, North Carolina, United States of America, en tant que nouveau gérant de classe A de la Société avec effet au 12 mai 2015 et pour une durée indéterminée,

- Monsieur Robert H. Hessing, née le 14 août 1966 à Apeldoorn, Pays-Bas, avec adresse professionnelle à 33 rue du Puits Romain, 8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que nouveau gérant de classe B de la société avec effet au 22 mai 2015 et pour une durée déterminée.

Depuis le 22 mai 2015, le conseil de gérance de la Société se compose des personnes suivantes:

Gérants de classe A:

Monsieur Joia M. Johnson

Monsieur Scott M. Lewis

Gérants de classe B:

Monsieur Faruk Durusu

Monsieur Robert H. Hessing

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mai 2015.

DBA Lux 1 S.A.

Référence de publication: 2015079285/31.

(150091365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Bear Stearns International Funding I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 817.020,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 122.102.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale du 27 mai 2015

Composition du Conseil de Gérance

L'associé unique a noté la démission de M. Pierre SMONS en tant que gérant de la société, en date du 27 mai 2015.

L'associé unique a décidé de reconduire le mandat des gérants suivants jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des Associés qui statuera sur l'année comptable se terminant le 30 Novembre 2015.

- Mme Amanda CAMERON, Gérant, 6 route de Trèves, L-2633 Senningerberg;

- M. Thierry MAES, Gérant, 6 route de Trèves, L-2633 Senningerberg.

Certifié conforme

Marie ROUVIERE

Secrétaire Générale par Intérim

Référence de publication: 2015079147/18.

(150090744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Merkoss Tech, Société Anonyme.

Siège social: L-9647 Doncols, 14, Chemin des Douaniers.

R.C.S. Luxembourg B 129.056.

DISSOLUTION

L'an deux mille quinze, le cinq mai.

Par-devant Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «MERKOSS TECH» avec siège social à L-9647 Doncols, 14, Chemin des Douaniers, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le numéro B 129.056, constituée suivant acte reçu par le notaire Martine Decker de résidence à Hesperange, en date du 4 juin 2007, publié au Mémorial Recueil Spécial C des Sociétés et Associations, numéro 1631 en date du 2 août 2007.

La séance est ouverte à 14.30 heures sous la présidence de Monsieur Marc Oner, ingénieur, demeurant à F-19320 St-Pardoux La Croisille (France)

L'assemblée renonce à la nomination d'un secrétaire et d'un scrutateur.

Le bureau ainsi constitué, Monsieur le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

1. Que les actionnaires présents et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence qui restera annexée au présent procès-verbal, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, le président du bureau et le notaire instrumentaire.

2. Qu'il résulte de ladite liste de présence que l'intégralité des actions est représentée à la présente assemblée et qu'il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

3.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

que le capital social de la société est fixé à TRENTE ET UN MILLE EUROS (31.000.- EUROS) représenté par cent vingt quatre (124) actions d'une valeur nominale de deux cent cinquante euros (250.-EUROS) chacune.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Les actionnaires représentant l'intégralité du capital social, déclarent avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société;

I. être propriétaire de l'ensemble des actions de la Société et représentant l'intégralité du capital social, déclarent expressément procéder par les présentes à la dissolution de la Société;

II. que l'ensemble des dettes de la Société a été réglé et qu'ils ont reçu ou recevront tous les actifs de la Société, et reconnaissent qu'ils seront tenus de l'ensemble des obligations existantes (le cas échéant) de la Société après sa dissolution et que la société a cessé toute activité en date de ce jour;

que l'objet de la société à liquider ne servira pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme) et que la société à liquider ne s'est pas livrée à de telles activités.

III. En conséquence de cette dissolution, décharge pleine et entière est accordée par les actionnaires aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la Société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour;

IV. Il sera procédé à l'annulation du registre des actionnaires et des actions de la Société et les livres et comptes de la Société seront conservés pendant cinq ans au siège social de la société.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élèvent approximativement à sept cent cinquante euros (750 €) dont est tenu le bénéficiaire économique de la société.

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Marc ONER, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, Le 7 mai 2015. Relation: DAC/2015/7828. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 28 mai 2015.

Référence de publication: 2015078677/58.

(150090638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2015.

Bear Stearns International Funding II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 217.022,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 122.103.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale du 27 mai 2015

Composition du Conseil de Gérance

L'associé unique a noté la démission de M. Pierre SMONS en tant que gérant de la société, en date du 27 mai 2015.

L'associé unique a décidé de reconduire le mandat des gérants suivants jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des Associés qui statuera sur l'année comptable se terminant le 30 Novembre 2015.

- Mme Amanda CAMERON, Gérant, 6 route de Trèves, L-2633 Senningerberg;

- M. Thierry MAES, Gérant, 6 route de Trèves, L-2633 Senningerberg.

Certifié conforme

Marie ROUVIERE

Secrétaire Générale par Intérim

Référence de publication: 2015079150/18.

(150090762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

UniInstitutional Infrastruktur SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 308, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 168.967.

Im Jahre zweitausendundvierzehn, den fünfzehnten April.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri HELLINCKX, mit dem Amtswohnsitz in Luxemburg.

Sind die Anteilhaber der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds „UniInstitutional Infrastruktur SICAV-SIF“, mit Sitz in L-1471 Luxembourg, 308, route d'Esch, eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter der Nummer B 168967, zu einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung zusammengetreten.

Die Gesellschaft wurde gegründet gemäß Urkunde des amtierenden Notars am 22. Mai 2012, veröffentlicht im Mémorial Recueil des Sociétés et Associations (das «Mémorial»), Nummer 1427 vom 8. Juni 2012.

Die Satzung wurde zuletzt abgeändert gemäß Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 22. Mai 2014, veröffentlicht im Mémorial Nummer 2544 vom 19. September 2014.

Die Gesellschafterversammlung wird unter dem Vorsitz von Frau Maria Löwenbrück, Privatangestellte, berufsmäßig ansässig in Luxemburg, 308, route d'Esch, eröffnet.

Die Vorsitzende beruft zur Schriftführerin Frau Isabel Leixner, Privatangestellte, berufsmäßig ansässig in Luxemburg, 308, route d'Esch.

Die Versammlung wählt einstimmig zur Stimmzählerin Frau Petra Hauer, Privatangestellte, berufsmäßig ansässig in Luxemburg, 308, route d'Esch.

Sodann gab die Vorsitzende folgende Erklärung ab:

I.- Da sämtliche Aktien Namensaktien sind, wurden die Einladungen zur außerordentlichen Generalversammlung am 31. März 2015 per Einschreibebrief an alle Aktionäre versandt.

II.- Die anwesenden bzw. vertretenen Aktionäre und die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste, unterschrieben von dem Bevollmächtigten, der Vorsitzenden, der Schriftführerin, der Stimmzählerin und dem unterzeichneten Notar, aufgeführt. Die Anwesenheitsliste sowie die Vollmacht bleiben gegenwärtiger Urkunde beigegeben um mit derselben einregistriert zu werden.

III.- Aus der vorbezeichneten Anwesenheitsliste geht hervor, dass 23.050 der 26.050 sich im Umlauf befindenden Aktien des Teilfonds Erneuerbare Energien der UniInstitutional Infrastruktur SICAV-SIF sowie die eine 1 sich im Umlauf befindende Aktie des Teilfonds Erneuerbare Energien Bonds II der UniInstitutional Infrastruktur SICAV-SIF anlässlich der gegenwärtigen Generalversammlung vertreten sind und dass die Generalversammlung somit rechtsgültig zusammengesetzt ist, um über die Tagesordnung zu beschliessen.

III.- Diese Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Tagesordnung

Änderung des Artikel 12, Absatz (2), der Satzung der UniInstitutional Infrastruktur SICAV-SIF

Nach Beratung fasst die Außerordentliche Generalversammlung einstimmig folgenden Beschluss:

Einzigter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt Absatz (2), in Artikel 12 der Satzung der UniInstitutional Infrastruktur SICAV-SIF abzuändern um ihm fortan folgenden Wortlaut zu geben:

„2) Der Verwaltungsrat ist berechtigt, eine Erstemissionsphase sowie weitere Emissionsphasen zur Ausgabe von Aktien nach freiem Ermessen zu bestimmen. Während der vom Verwaltungsrat festgelegten Erstemissionsphase sowie im Rahmen der Catch-Up-Calls werden die Aktien eines Teilfonds zu einem vom Verwaltungsrat bestimmten und im Emissionsdokument veröffentlichten Erstemissionspreis ausgegeben. Der Verwaltungsrat kann nach freiem Ermessen beschließen, dass in der Erstemissionsphase, beziehungsweise in weiteren Emissionsphasen sowie im Rahmen von Catch-Up-Calls weitere Aktien zum letzten verfügbaren Nettoinventarwert je Aktie ausgegeben werden.“

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt die Vorsitzende die Generalversammlung für geschlossen.

Worüber Urkunde aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nachdem das Dokument den erschienenen Personen verlesen wurde, welche dem Notar ihrem Namen, Vornamen, Stand und ihrer Herkunft nach bekannt sind, haben die Mitglieder des Versammlungsbüros zusammen mit uns, dem Notar, die vorliegende Urkunde unterzeichnet, nachdem kein anderer Aktionär beantragt hat, dieselbe zu unterzeichnen.

Gezeichnet: M. LÖWENBRÜCK, I. LEIXNER, P. HAUER und H.HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 22 avril 2015. Relation: 1LAC/2015/12370. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 27. Mai 2015.

Référence de publication: 2015078887/58.

(150089487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2015.

Big Ventures Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-2714 Luxembourg, 2, rue du Fort Wallis.

R.C.S. Luxembourg B 159.912.

Extrait du procès-verbal des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 19 mai 2015

Le Conseil d'administration a décidé de transférer le siège social de la Société du 24, rue des Genêts, L-1621 Luxembourg, au 2, rue du Fort Wallis, L-2714 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015079156/11.

(150091022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Bonaria Frères, S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4031 Esch-sur-Alzette, 67, rue Zénon Bernard.

R.C.S. Luxembourg B 8.567.

Extrait du Procès-Verbal de la Réunion du Conseil d'Administration tenue en date du 13 mai 2015

Conseil d'Administration

Après avoir acté la démission de Monsieur Carlo STRASSER en qualité d'administrateur, le conseil d'administration a procédé à la nomination d'un nouvel administrateur:

- Mademoiselle Michelle THEIN, née le 17/08/1982 à Esch-sur-Alzette, demeurant au 9, rue Henri Dunant, L-4085 Esch-sur-Aizette.

Son mandat d'administrateur prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2017 statuant sur les comptes annuels de 2016.

Gilbert Thein / Renzo Dalle Nogare

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2015079162/17.

(150091419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Parnasse 2460 S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 163.102.

EXTRAIT

Lors de l'assemblée extraordinaire de l'actionnaire unique du 28 mai 2015, l'actionnaire unique a décidé d'adopter les résolutions suivantes avec effet au 21 mai 2015:

1. Le siège social de la société a été transféré du 24, rue Saint Mathieu, L-2138 Luxembourg au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg.

2. La démission de Monsieur Karl Louarn et Monsieur Frederic Monceau de leur mandat d'administrateur de catégorie B a été acceptée par l'actionnaire unique.

3. La démission de Monsieur Regis Piva de son mandat de commissaire aux comptes a été acceptée par l'actionnaire unique.

4. Monsieur Christophe Gaul, né le 03 avril 1977 en Belgique, avec adresse professionnelle au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, a été nommé en tant qu'administrateur de catégorie B de la société pour une durée de 6 ans.

5. La société Hemera Consult S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie par le droit du Luxembourg, enregistrée auprès du registre de commerce et des sociétés du Luxembourg sous le numéro B156085, ayant son siège social au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, a été nommée en tant que commissaire aux comptes de la société pour une durée de 6 ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2015079803/26.

(150091285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Ofi MultiSelect, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 99.004.

Extrait des Décisions prises lors de l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires du 26 mai 2015

Composition du Conseil d'administration:

Il a été décidé d'approuver la réélection de Monsieur BOURRET Gérard, de Madame HOUIS-SULZER Josée, de Madame FISZMAN Sophie, de Monsieur DUSSOGE Franck, de Monsieur MERCADAL Jean-Marie, de Monsieur CAL-LAULT Thierry, de Monsieur WEBER Francis, de Monsieur VON MURALT Melchior et de Madame CASTELLAN-

POQUET Sabine en tant qu'Administrateurs de la Société jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires qui statuera sur l'année sociale se terminant le 31 décembre 2015.

L'Assemblée a décidé de réélire PricewaterhouseCoopers Société coopérative (nouvelle adresse au 20 octobre 2014, 2 rue Gerhard Mercator, L-1014 Luxembourg) en tant que réviseur d'entreprises jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires qui statuera sur l'année comptable se terminant le 31 décembre 2015.

Au 26 mai 2015, le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- Monsieur BOURRET Gérard
- Madame HOUIS-SULZER Josée
- Madame FISZMAN Sophie
- Monsieur DUSSOGE Franck
- Monsieur MERCADAL Jean-Marie
- Monsieur CALLAULT Thierry
- Monsieur WEBER Francis
- Monsieur VON MURALT Melchior
- Madame CASTELLAN-POQUET Sabine

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juin 2015.

OFI MULTISELECT

Au nom et pour le compte de J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A.

Agent Domiciliaire

Référence de publication: 2015081686/32.

(150092814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

BPT Optima S.A., SICAR, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Capital social: EUR 92.288.700,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 110.456.

Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 30 avril 2014, les actionnaires ont pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Mette Fabricius Skov, avec adresse professionnelle au 7, Dronning Louises Vej, 2920 Charlottenlund Danemark, au mandat d'administrateur, avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2014 et qui se tiendra en 2015;

2. Nomination de Peter Olsson, avec adresse professionnelle au 24, Ny Holbaekvej, 4571 Grevinge Danemark, au mandat d'administrateur, avec effet immédiat et pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2014 et qui se tiendra en 2015;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 mai 2015.

Référence de publication: 2015079168/18.

(150091314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

Western Business Services, Société Anonyme.

Siège social: L-8077 Bertrange, 26, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 103.465.

DISSOLUTION

L'an deux mille quatorze, le vingt-et-un mai.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Monsieur Jedediah Smith GRANT, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-8077 Bertrange, 26, route de Luxembourg

ici représentée par Monsieur Henri DA CRUZ, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Lesquelles procurations, après avoir été signées «ne varietur» par le notaire et le mandataire, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Suite à la décision prise le 16 décembre 2014, le comparant, représentée comme indiqué ci-avant, déclare et requière le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

1.- Que la société anonyme «Western Business Services», ayant son siège social à L-8077 Bertrange, 26, route de Luxembourg, R.C.S. Luxembourg section B numéro 103.465, a été constituée suivant un acte par Maître Emile SCHLESER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 14 septembre 2004, publié au Mémorial C numéro 1301 du 18 décembre 2004.

2.- Que le capital de la Société est fixé à trente-et-un mille euros (EUR 31.000,-), représenté par trois cent dix (310) actions sans valeur nominale.

3.- Que la partie comparante, représentée comme dit ci-avant, est le propriétaire de toutes les actions de la Société.

4.- Que la partie comparante, représentée comme dit ci-avant, agissant comme associée unique, prononce la dissolution anticipée de la Société, avec effet au 31 décembre 2014.

5.- Que la partie comparante, représentée comme dit ci-avant, se désigne comme liquidateur de la Société, aura pleins pouvoirs de signature sur les comptes bancaires de la Société, ainsi que le pouvoir, en tant que liquidateur de la Société, d'établir, signer, exécuter et délivrer tous actes et documents, de faire toute déclaration et de faire tout ce qui est nécessaire ou utile pour mettre en exécution les dispositions du présent acte.

6.- Que la partie comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare de manière irrévocable reprendre tout le passif présent et futur de la société dissoute.

7.- Que la partie comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare qu'elle reprend tout l'actif de la Société et qu'elle s'engagera à régler tout le passif de la Société indiqué à la section 6.

8.- Que la partie comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare que la liquidation de la Société est dès lors clôturée et que les certificats d'actions ou d'obligations, le registre des actionnaires, ainsi que tout autre registre de la Société relatif à l'émission d'actions ou de tous autres titres sera annulé.

9.- Que la décharge pleine et entière est donnée à tous les membres du conseil d'administration et au commissaire aux comptes de la Société pour l'exécution de leurs mandats respectifs jusqu'à la date de ce jour.

10.- Que les livres et documents de la Société seront conservés pendant cinq ans au moins à Luxembourg à L-8077 Bertrange, 26, route de Luxembourg.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société à raison de cet acte, est dès lors évalué à neuf cent cinquante euros (EUR 950,-).

Dont acte, fait et passé à Junlinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le prédit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 26 mai 2015. Relation GAC/2015/4418. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015078906/53.

(150089935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2015.

Mistral Partners 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 196.898.

Extrait des résolutions prises en date du 20 mai 2015

1. L'associé unique a pris acte de la démission de Monsieur David Bannerman, né le 02 février 1962 demeurant professionnellement à 2, rue Jean Bertholet, L-1233 Luxembourg ses fonctions de gérant de la Société avec effet au 22 mai 2015.

2. L'associé unique nomme Monsieur David Arzi, né le 10 mai 1962 à New York, États-Unis, résidant professionnellement 1, Bryant Park, 38th Floor, NY 10036, New York, États-Unis d'Amérique, en qualité gérant A de la Société avec effet au 22 mai 2015. Son mandat expirera lors de l'assemblée générale ordinaire de la Société approuvant les comptes clos au 31 décembre 2015.

3. L'associé unique nomme Monsieur Tamas Mark, né le 08 juin 1981 à Budapest, Hongrie, résidant professionnellement 6, Eugene Ruppert, L-2453 Luxembourg, en qualité gérant A de la Société avec effet au 22 mai 2015. Son mandat expirera lors de l'assemblée générale ordinaire de la Société approuvant les comptes clos au 31 décembre 2015.

4. L'associé unique nommé Ms. Ingrid Cernicchi, né le 18 mai 1983 à Metz, France, résidant professionnellement 6, Eugene Ruppert, L-2453 Luxembourg, en qualité gérant A de la Société avec effet au 22 mai 2015. Son mandat expirera lors de l'assemblée générale ordinaire de la Société approuvant les comptes clos au 31 décembre 2015.

5. L'associé unique nommé Monsieur Stephen Lawrence, né le 11 janvier 1961 à Londres, Royaume-Uni, résidant professionnellement 2 rue Jean Bertholet, L-1233 Luxembourg, en qualité gérant B de la Société avec effet au 22 mai 2015.

Son mandat expirera lors de l'assemblée générale ordinaire de la Société approuvant les comptes clos au 31 décembre 2015.

6. L'associé unique nommé Monsieur Pii Ketvel, né le 04 juin 1968 à Helsinki, Finlande, résidant professionnellement 2, rue Jean Bertholet, L-1233 Luxembourg, en qualité gérant B de la Société avec effet au 22 mai 2015. Son mandat expirera lors de l'assemblée générale ordinaire de la Société approuvant les comptes clos au 31 décembre 2015.

Le conseil de gérance de la de Société se compose désormais comme suit:

1. Monsieur Mark TAMAS (gérant A);
2. Monsieur David ARZI (gérant A);
3. Ms. Ingrid CERNICCHI (gérant A);
4. Monsieur Stephen LAWRENCE (gérant B),
5. Monsieur Pii KETVEL (gérant B),

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2015079657/37.

(150090618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 mai 2015.

VIVICo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 84.090.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 juin 2015.

Référence de publication: 2015081999/10.

(150093355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

Velazquez Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 133.895.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015081996/10.

(150093362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.

Udatcha S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3490 Dudelange, 8, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 42.966.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange.

Carlo GOEDERT

Notaire

Référence de publication: 2015081973/12.

(150093805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juin 2015.
